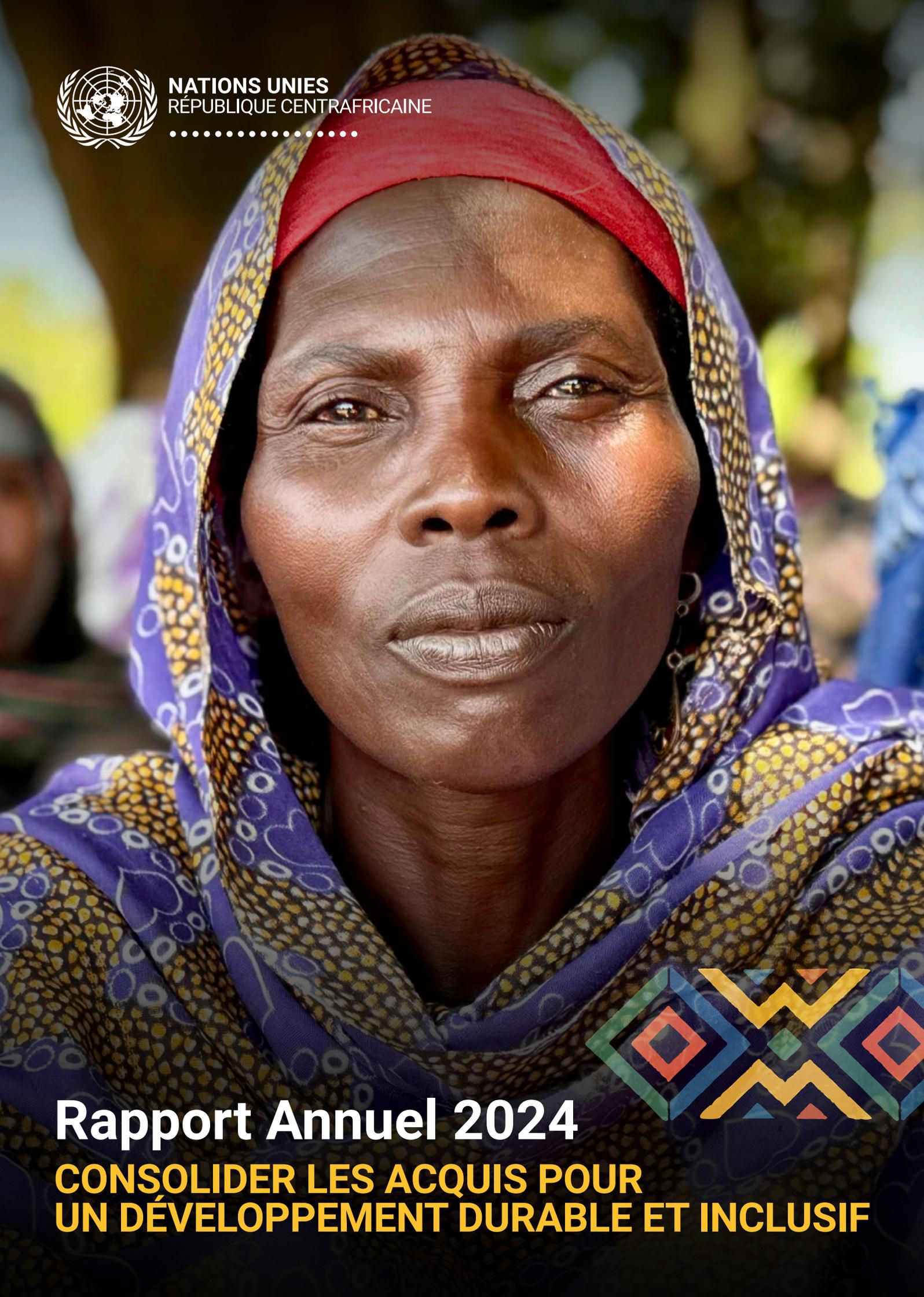




NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Rapport Annuel 2024

**CONSOLIDER LES ACQUIS POUR
UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF**

Table des matières

- Avant-propos 3
- Equipe-pays des Nations Unies..... 4
- Partenaires clés 5
- Aperçu des résultats du SNU en RCA 6

- Contexte national et régional 8**

- Soutien du SNU aux priorités de développement..... 10**

- Pilier 1. Promotion de la paix, de la sécurité, des droits humains et de l'Etat de droit..... 12**
- Pilier 2. Inclusion et accès équitable à des services sociaux de base de qualité..... 24**
- Pilier 3. Développement des compétences et croissance économique accélérée, inclusive et durable 38**
- Pilier 4. Durabilité environnementale et résilience face aux crises et aux effets du changement climatique ... 48**

- Renforcement des partenariats et financement des ODD 54
- Cohérence, efficacité et efficience du SNU pour accélérer les ODD 58
- Evaluations et leçons apprises 60
- Aperçu financier et mobilisation des ressources 62

- Priorités de l'UNCT en 2025..... 64**



Avant-propos

L'année 2024 a marqué une étape significative pour la République centrafricaine (RCA), engagée dans la mise en œuvre de réformes structurelles et d'investissements stratégiques afin d'accélérer sa transition vers un développement durable. Dans un contexte national et international complexe, le Gouvernement a fait preuve d'un leadership affirmé en adoptant son premier Plan National de Développement (PND) 2024–2028. Élaboré avec l'appui du Système des Nations Unies (SNU) et des partenaires de développement, il s'aligne à la fois sur les Objectifs de développement durable (ODD), les six axes de transition et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, traduisant ainsi une volonté claire d'ancrer les priorités nationales dans les objectifs globaux. La participation active de la RCA aux consultations du Pacte pour l'Avenir a permis d'intégrer les défis spécifiques du pays dans cette dynamique stratégique visant à revitaliser l'engagement multilatéral pour le développement.

En parallèle, la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF 2023-2027) s'est poursuivie, avec une attention particulière portée à une nouvelle dynamique de partenariats, notamment avec les acteurs humanitaires, les Institutions financières internationales (IFI) et l'Union européenne (UE). Cette collaboration renforcée a permis de favoriser la complémentarité entre les interventions, la cohérence avec les priorités nationales et la mobilisation conjointe des ressources, conformément aux principes de l'initiative ONU 2.0 et du Pacte de financement (Global Funding Compact).

Les progrès réalisés en 2024 témoignent d'avancées significatives dans plusieurs domaines clés. Ce rapport annuel illustre les résultats obtenus grâce à un partenariat étroit entre le Gouvernement, l'Équipe-pays des Nations Unies (UNCT), les partenaires techniques et financiers, la société civile et le secteur privé. Ces progrès n'auraient pas été possibles sans le leadership déterminant du Gouvernement, qui a su mobiliser l'ensemble des acteurs autour d'une vision commune. Nous saluons l'engagement des bailleurs et partenaires qui ont soutenu ces efforts, malgré un environnement financier difficile. Toutefois, pour accélérer la dynamique et maximiser l'impact en faveur de la paix, de la stabilité et du développement, une mobilisation accrue des ressources demeure essentielle. Sur les 2,4 milliards

de dollars nécessaires, 541 millions ont été mobilisés à ce jour (23 %), laissant un besoin de financement de 1,7 milliard de dollars (77 %) pour la période 2025-2027.

L'année 2025 est une année charnière pour la RCA. Elle marque la poursuite de la mise en œuvre du PND 2024–2028 et constitue également une échéance électorale cruciale. Dans ce contexte, le SNU continuera d'être un partenaire stratégique de premier plan pour le Gouvernement. Garantir des élections inclusives, crédibles et pacifiques est essentiel pour consolider la démocratie et poser les bases d'un développement local qui ne laisse personne pour compte. Parallèlement, la mobilisation des ressources et le renforcement des partenariats sont essentiels pour traduire en actes les ambitions du PND, qui vise à mobiliser 12,8 milliards de dollars, dont 4,96 milliards pour son Plan d'action prioritaire (PAP). La réussite de ce plan repose sur un engagement fort du Gouvernement et un soutien international continu.

À l'aube du 80^e anniversaire des Nations Unies en 2025, le thème « Construisons notre avenir ensemble » résonne tout particulièrement. Il incarne l'urgence d'une coopération renforcée, indispensable pour construire un avenir plus stable, inclusif et prospère pour la République centrafricaine. Le Gouvernement et le SNU demeurent pleinement engagés à transformer ces engagements en actions concrètes, pour le bien du pays et de ses citoyens.



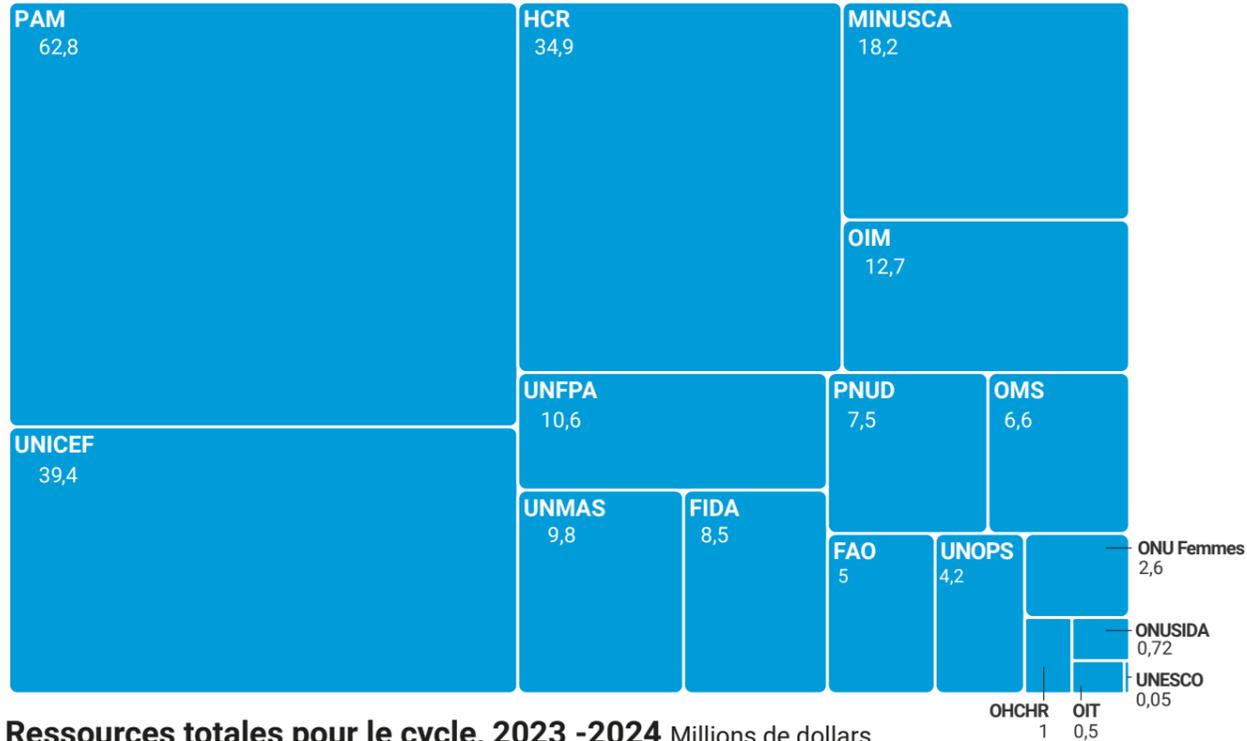
Mohamed Ag Ayoya,
Coordonnateur
résident du Système
des Nations Unies



Richard Filakota,
Ministre de
l'Économie, du Plan
et de la Coopération
Internationale

Aperçu des résultats du SNU en RCA

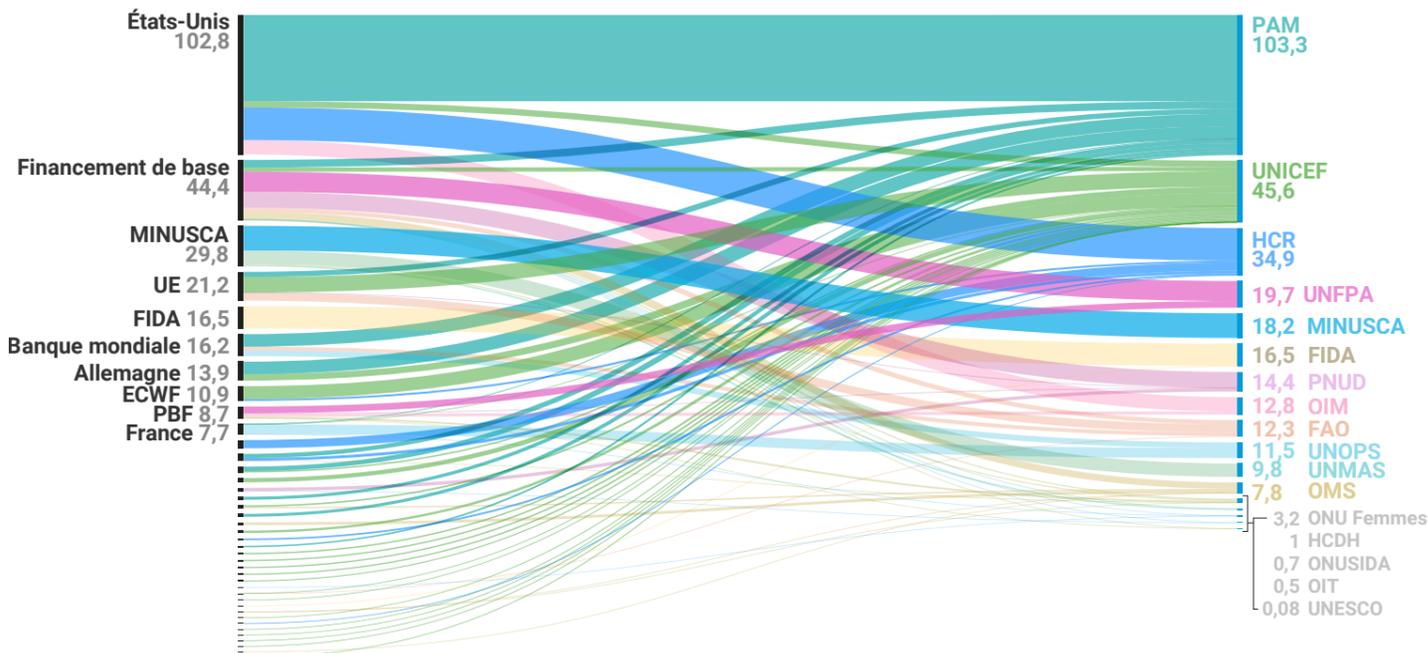
Dépenses par agence Millions de dollars



Ressources totales pour le cycle, 2023 -2024 Millions de dollars

Requises 471,5 | Disponibles 312,7 | Dépenses 225,3

Principaux donateurs et agences bénéficiaires Millions de dollars



Quelques résultats clés en 2024

- 755 000** nouveaux électeurs inscrits, dont 51 % de femmes
- 9 186** kits agricoles et d'élevage distribués
- 5 650** combattants désarmés et démobilisés, dont 398 femmes
- 1 060 155** personnes en insécurité alimentaire assistées
- 293** fonctionnaires redéployés dans les zones d'accès difficile
- 30 204** survivantes de VBG assistées, dont 6 863 en gestion de cas
- 20** conflits communautaires résolus pacifiquement, dont 9 liés à la transhumance
- 17 300** jeunes filles dotées de kits de dignité, dont 6 184 en situation de handicap
- 96,4 %** des juridictions fonctionnelles, soit 27 sur 28
- 25 920** personnes engagées dans des THIMO, dont 335 femmes soutenues en AGR
- 21 856** victimes accompagnées par l'UMIRR, dont 85 % de jeunes filles
- 1 601** hectares restaurés, dont 1 100 ha en plantations agroforestières
- 2 267** forces de sécurité déployées hors de Bangui, dont 182 femmes
- 18 725** soutenues par des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), dont 90 % de femmes
- 1** million+ d'enfants supplémentés en vitamine A, dont plus de 50 % de filles
- 5** minicentrales solaires installées et 88 lampadaires solaires déployés
- 243 268** mères et accompagnants sensibilisés aux pratiques ANJE
- Levée de l'embargo** sur les diamants par le Processus de Kimberley

Contexte national et régional



En 2024, la région CEMAC a enregistré une légère amélioration économique, malgré un ralentissement modéré de l'économie mondiale. La croissance sous-régionale est ainsi passée de 2 % en 2023 à 2,7 % en 2024, principalement portée par le dynamisme des secteurs non pétroliers. L'inflation, quant à elle, s'est atténuée grâce à une politique monétaire rigoureuse de la BEAC et à l'amélioration des chaînes d'approvisionnement internationales, passant de 5,6 % à 4,4 %. Par ailleurs, la situation budgétaire régionale s'est légèrement redressée, affichant désormais un léger excédent.

Toutefois, cette embellie économique ne s'est pas encore traduite par une amélioration significative des conditions de vie des populations. La pauvreté continue d'augmenter, touchant désormais près d'un tiers des habitants de la sous-région. Le chômage, particulièrement élevé chez les jeunes, reste préoccupant, avec un jeune sur quatre qui ne travaille pas, ne suit pas de formation, ni ne fréquente un établissement scolaire. Face à ces défis persistants, les Chefs d'État de la CEMAC, réunis à Yaoundé en décembre 2023, ont lancé un appel à accélérer la

diversification économique, à renforcer la discipline budgétaire et à améliorer la mobilisation des ressources auprès des partenaires internationaux.

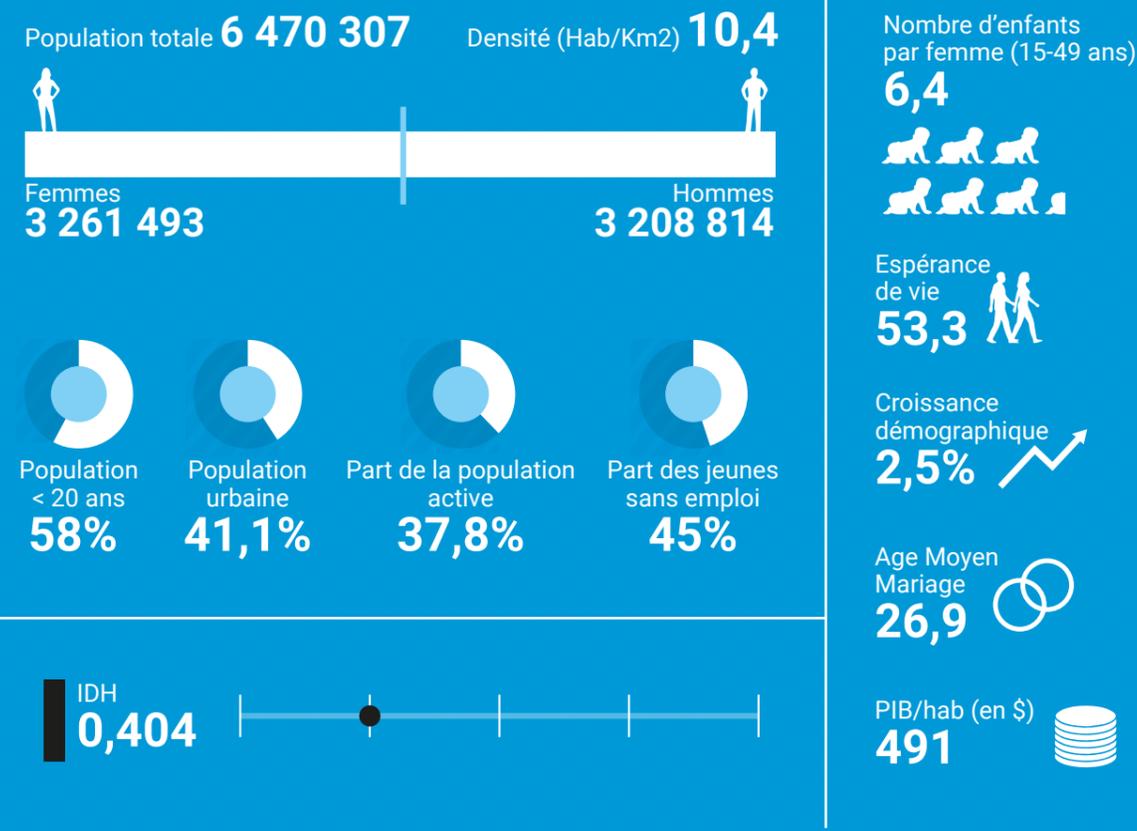
En RCA, la croissance économique s'est légèrement redressée à 1 % en 2024 (contre 0,7 % en 2023), mais reste en deçà des prévisions initiales. Cette faible performance s'explique notamment par des difficultés persistantes liées à l'approvisionnement en électricité et en carburant, à l'insécurisation dans certaines régions minières et à un climat des affaires peu favorable. L'inflation élevée (4,7 %) et la pauvreté généralisée continuent de peser lourdement sur les populations centrafricaines, dont près de 69 % vivent en dessous du seuil de pauvreté.

L'année 2024 a été marquée par la validation du PND 2024-2028, qui sera présenté aux partenaires lors d'une table ronde en juin 2025. En attendant, plusieurs projets issus du RCPCA sont toujours en cours, tandis que de nouvelles initiatives prévues par le PND et son PAP commencent à émerger progressivement.

Géographie et potentialités en ressources naturelles



Socio-démographie

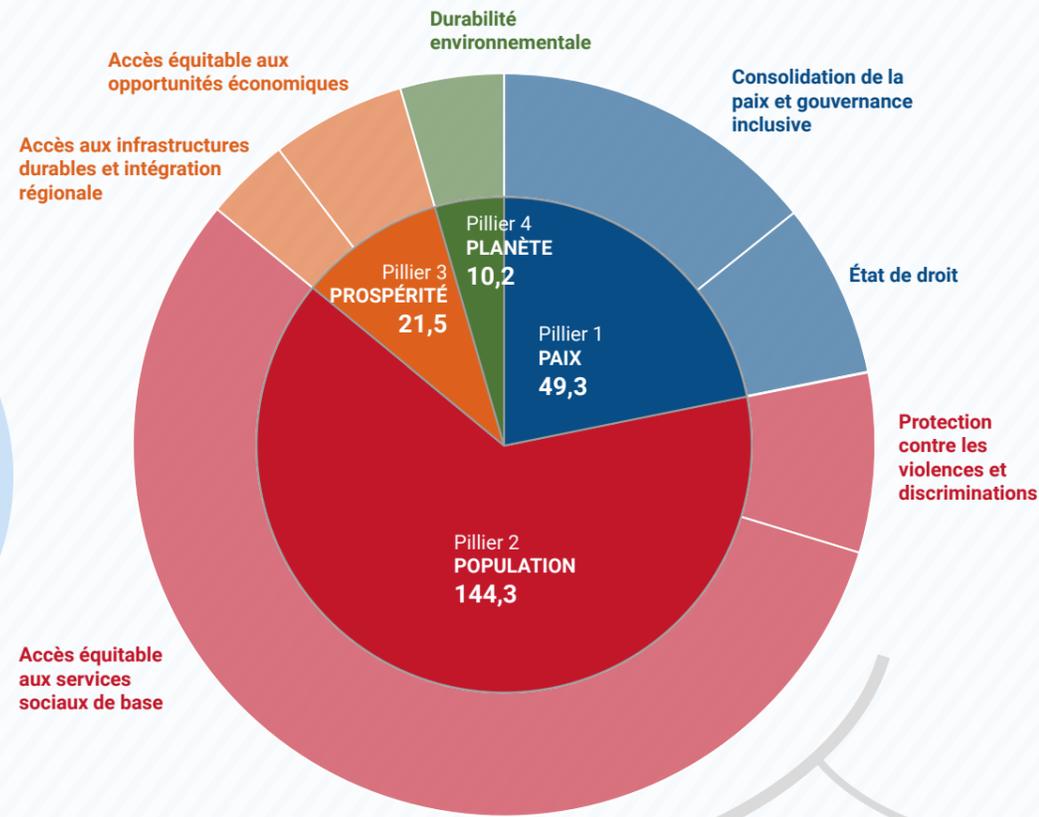


Soutien du SNU aux priorités de développement

Dépenses par pilier

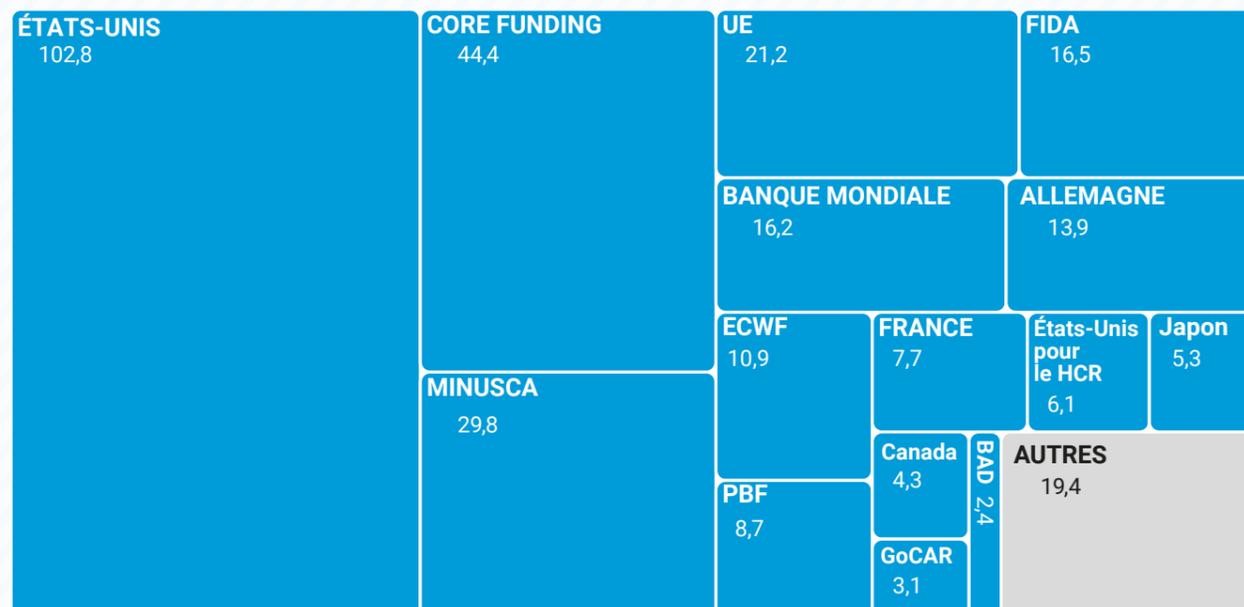
Million dollars

Total des fonds mobilisés 225,3



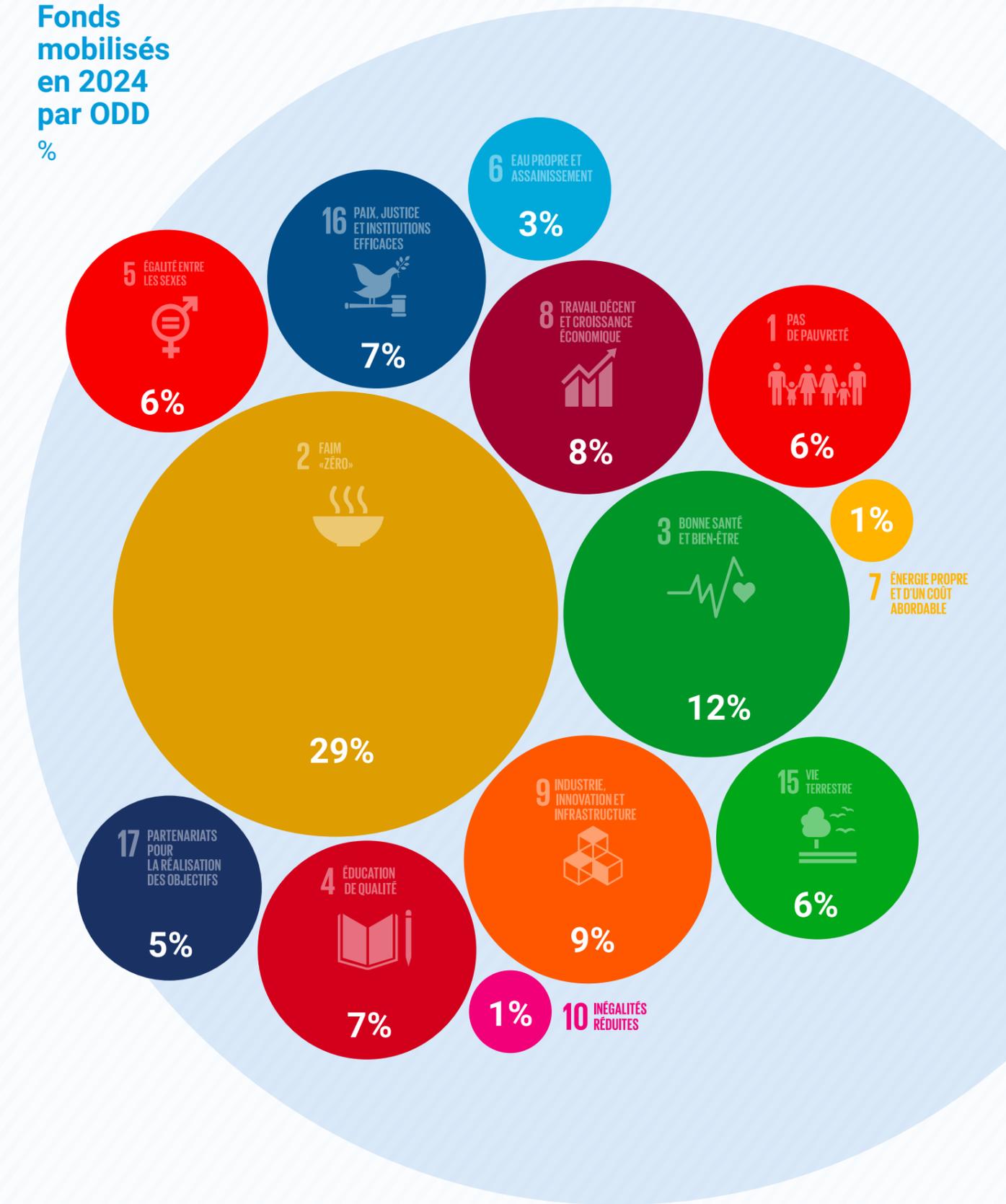
Contribution par donateur

Millions de dollars



Fonds mobilisés en 2024 par ODD

%



Pilier 1

Promotion de la paix, de la sécurité, des droits humains et de l'Etat de droit

Axe stratégique du PND

Renforcement de la sécurité, et promotion de la gouvernance et de l'Etat de droit

Pilier de l'UNSDCF

Promotion de la paix, de la sécurité, des droits humains et de l'Etat de droit

Résultats stratégiques du pilier

Consolidation de la paix et gouvernance inclusive

Renforcement de l'État de droit, justice et droits humains

Fonds mobilisés en 2024 par ODD

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



85,1%

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
0,1%

10 INÉGALITÉS RÉDUITES
0,3%

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



11,7%

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
2,7%

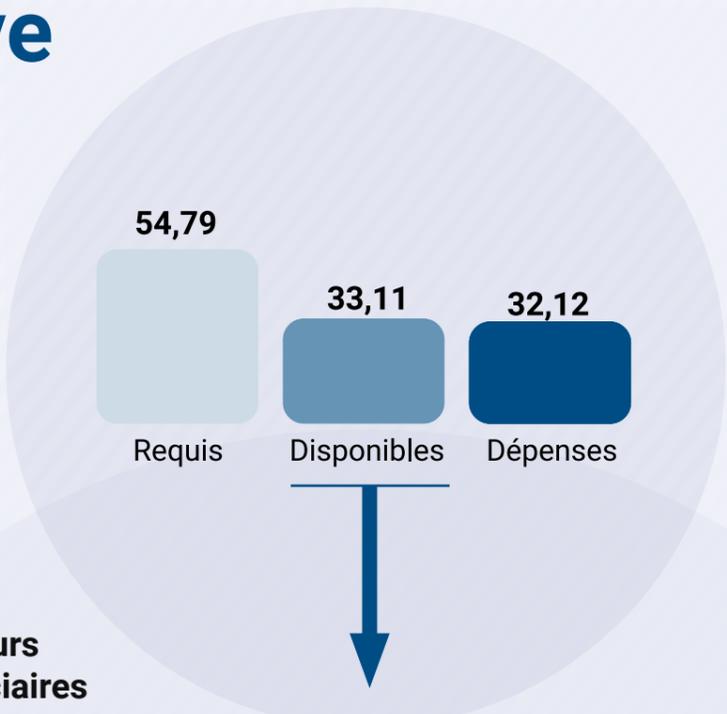




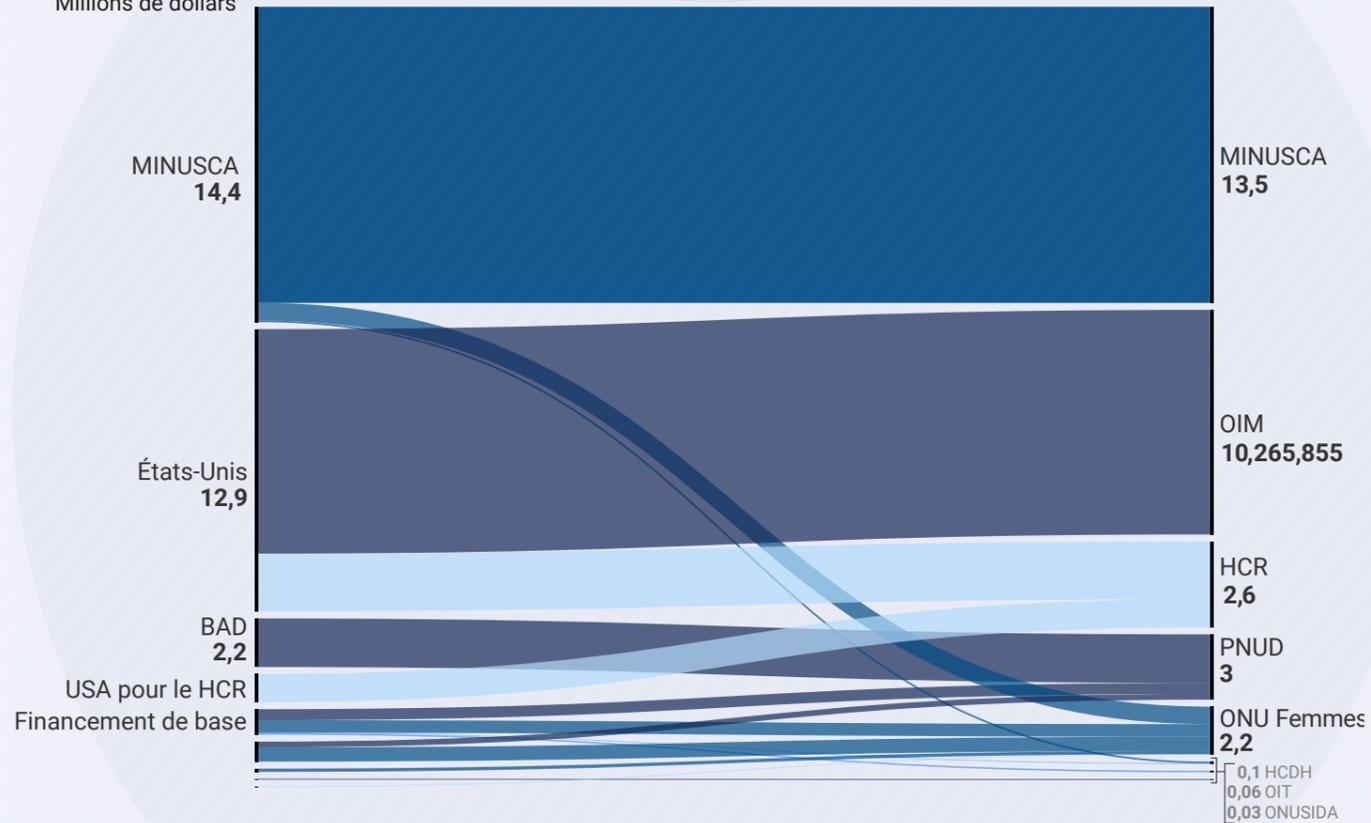
Résultat Stratégique 1

Consolidation de la paix et gouvernance inclusive

Fonds requis, disponibles et dépenses en 2024
Millions de dollars



Principaux donateurs et agences bénéficiaires
Millions de dollars



Processus politiques et électoraux inclusifs

755 000 nouveaux électeurs inscrits, dont 51 % de femmes, dans 2 469 centres d'inscription de 11 préfectures, atteignant un taux de près de 98 %

Impact : Cette mobilisation massive reflète une confiance accrue dans le processus électoral et prépare le terrain pour des élections locales et générales plus représentatives.

7 568 agents électoraux formés et déployés pour la révision du fichier électoral, avec l'introduction d'un logiciel de gestion de l'enrôlement et de la base de données des électeurs

Impact : L'amélioration des capacités techniques et humaines assure une gestion plus fiable et transparente des élections.



©MINUSCA



« Maintenant, nous pouvons aller vers les femmes » : des tricycles pour rapprocher les femmes des urnes

« Avant, certaines femmes nous disaient : je veux m'inscrire, mais c'est trop loin... et dangereux. Maintenant, nous pouvons aller vers elles. » Ces mots sont ceux de Clarisse, membre d'une organisation féminine locale qui a reçu l'un des 25 tricycles motorisés remis le 16 décembre 2024 par le ministère de la Promotion du Genre, avec le soutien de l'ONU Femmes et de la MINUSCA.

Ce n'est pas simplement un moyen de transport. C'est une promesse de proximité, de solidarité et de changement. Grâce à ces tricycles, des dizaines de femmes leaders communautaires peuvent désormais parcourir les villages isolés, informer, rassurer, et surtout, inscrire des femmes sur les listes électorales.

Derrière cette initiative conjointe ONU Femmes-MINUSCA, il y a une urgence humaine : en 2021, une étude révélait que plus de 66 % des femmes avaient subi des violences psychologiques, 44 % des violences physiques, et 31 % des violences sexuelles durant les élections précédentes. Ces chiffres ne sont pas que des statistiques. Ce sont des vies marquées par la peur et le silence.

Aujourd'hui, ces femmes, longtemps écartées des urnes, retrouvent peu à peu leur voix et leur place.

Les tricycles symbolisent une reconquête de l'espace public, menée par les femmes elles-mêmes. Pour Aline, autre bénéficiaire du projet, « ce que nous faisons, ce n'est pas seulement de la sensibilisation. C'est de montrer que les femmes ont le droit de décider. »

À travers ces moteurs qui ronronnent sur les pistes de brousse, c'est l'élan d'une démocratie plus inclusive qui prend vie — portée par le courage, la résilience et la détermination des femmes centrafricaines.

DDR et réintégration des ex-combattants

5 650 combattants désarmés et démobilisés, dont 398 femmes, issus de divers groupes armés
Impact : La réduction du nombre de combattants actifs contribue à diminuer la violence et favorise la stabilité.

593 armes de guerre, 22 340 munitions et autres matériels létaux collectés et sécurisés à Bangui

Impact : La collecte de ces armes réduit le potentiel de violence armée et améliore la sécurité des communautés.

Plus de 6 000 bénéficiaires, dont 3 345 femmes, des efforts de réduction des violences communautaires à Bangui et dans neuf préfectures

Impact : Ces projets offrent des opportunités économiques et renforcent la cohésion sociale au sein des communautés affectées par le conflit.

Un mandat renouvelé sous le signe de l'intégration et du développement durable

Le 14 novembre 2024, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité la résolution 2759, prolongeant le mandat de la MINUSCA jusqu'au 15 novembre 2025 – une première unanimité depuis 2020. Ce renouvellement réaffirme l'engagement de la Mission en faveur de la paix, de la protection des civils, de la réforme du secteur de la sécurité et de l'appui au processus électoral.

La résolution met en avant la complémentarité entre la MINUSCA et l'UNCT dans le cadre de l'UNSDCF. La RCA est l'un des rares pays où ce cadre est signé par la Mission – un signal fort de coordination et d'intégration déjà en cours et désormais consolidé. Cette dynamique ouvre la voie à une collaboration plus renforcée autour de priorités communes : consolidation de la paix, gouvernance inclusive et renforcement des capacités, dans une logique de développement durable. L'objectif est de consolider l'intégration UNCT-MINUSCA pour mieux appuyer les efforts de stabilisation et de transition vers une paix et développement durable en RCA.





Renforcement de l'autorité de l'État et des institutions publiques

Adoption de la Politique Nationale de la Décentralisation et du Développement Territorial

Impact : Ce cadre stratégique oriente le développement local et renforce la gouvernance participative.

Validation de la feuille de route «Jeunesse, Paix et Sécurité» et du plan opérationnel de la politique nationale de promotion de la jeunesse

Impact : Ces outils soutiennent l'engagement des jeunes dans la prévention des conflits et leur participation active au développement social.

Adoption de deux décrets présidentiels pour renforcer l'opérationnalisation et la décentralisation de la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (COMNAT-ALPC)

Impact : Ce renforcement institutionnel constitue un vecteur clé d'action de proximité, renforçant la capacité à prévenir et maîtriser la circulation des armes légères, un levier essentiel pour réduire la violence communautaire et consolider la paix.

7 gouverneurs, 20 préfets et 83 sous-préfets nommés et déployés

Impact : La restauration de l'autorité de l'État améliore la prestation de services publics et renforce la présence de l'État dans les régions.

293 Fonctionnaires et agents de l'État (FAE) déployés, dont 39 femmes, dans les régions et préfectures d'accès difficile. Plus de 5 000 FAE ont été redéployés depuis 2014, avec 1 400 fonctionnaires restants à repositionner pour retrouver le seuil de 6 500 fonctionnaires présents dans les préfectures en 2013

Impact : Le redéploiement massif des fonctionnaires témoigne d'un engagement fort envers l'extension de l'autorité de l'État et le renforcement institutionnel.

Diverses activités des Comités mixtes d'orientation et de pilotage (CMOP) de l'APPR-RCA menées dans les 20 préfectures

Impact : Ces comités locaux ont organisé des séances de sensibilisation, facilité la médiation de conflits communautaires et appuyé une transhumance apaisée, renforçant ainsi la confiance entre les communautés et contribuant à la stabilisation locale.

Formation, redynamisation et opérationnalisation des démembrements de la RESA

Impact : L'implication des structures locales dans la mise en œuvre de la RESA assure une approche adaptée pour soutenir la décentralisation et le développement local.

Réconciliation nationale et consolidation de la paix

20 conflits communautaires résolus pacifiquement, dont neuf liés à la transhumance à Bambari, Kaga-Bandoro, Bangassou et Berbérati

Impact : La résolution pacifique de ces conflits contribue directement à la stabilisation durable des communautés et promet une transhumance paisible et prospère.

60 Comités locaux de paix et de réconciliation (CLPR) issus du Forum de Bangui restent actifs, avec 40 % de femmes et de jeunes

Impact : La présence et l'implication continue des CLPR favorisent l'appropriation locale du processus de paix et renforcent le dialogue sur la paix, la culture civique et la cohésion communautaire.

32 conflits inter- et intra-communautaires impliquant plus de 3 000 personnes résolus par les CLPR

Impact : Ces dialogues réguliers réduisent les tensions locales, restaurent la confiance entre les communautés et préviennent efficacement les risques de conflits futurs.

À Zémio, l'espoir renaît : ex-combattants et communautés main dans la main pour la paix

Pendant dix ans, la ville de Zémio, dans le Haut-Mbomou à l'extrême Est de la République centrafricaine, n'avait plus connu de célébration nationale. Trop de peur, trop de silences, trop de blessures. Mais le 1er décembre 2024, tout a changé. Pour la première fois depuis une décennie, les habitants ont célébré ensemble la fête de la proclamation de l'indépendance – et ce sont les ex-combattants eux-mêmes qui ont tendu la main pour organiser l'événement.

« Nous avons vu les jeunes que nous redoutions hier, construire les gradins, coordonner les animations, aider à sécuriser l'événement. Ils sont devenus des acteurs de la paix », témoigne ému Dominique Gassikpio, sous-préfet de Zémio.

Cet élan de réconciliation est le fruit du projet SEDOUTI, projet conjoint mis en œuvre par le PNUD, l'OIM et l'ONU Femmes, avec l'appui de la MINUSCA et un financement du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF). Mais ici, la réintégration ne se résume pas à une activité logistique. Elle passe par la guérison des blessures invisibles. Le projet intègre des services de soutien psychologique pour aider les anciens combattants à faire face aux traumatismes, prévenir les risques de remobilisation et reconstruire une vie au sein de la société.

« Nous avons parlé, écouté et proposé. Et les ex-combattants ont dit : nous voulons participer à la fête nationale. Et les communautés ont répondu : vous êtes les bienvenus. C'était notre victoire », raconte Gassikpio, président de la jeunesse à Obo.



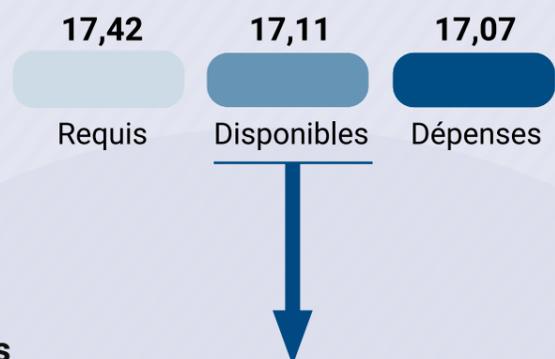


Résultat Stratégique 2

État de droit

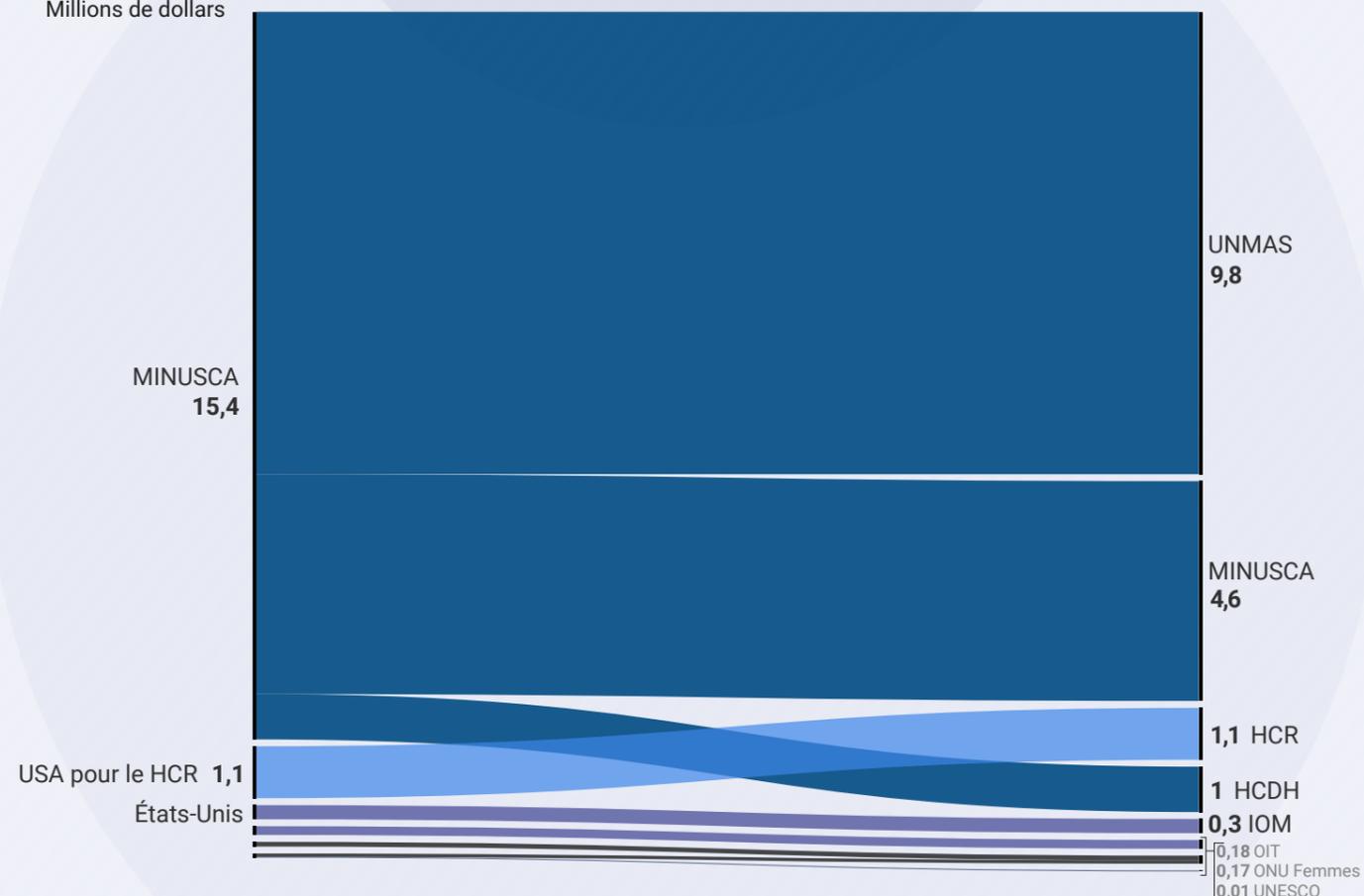
Fonds requis, disponibles et dépenses en 2024

Millions de dollars



Principaux donateurs et agences bénéficiaires

Millions de dollars



Renforcement de l'État de droit, justice et droits humains

2^{ème} procès clôturé à la Cour pénale spéciale (CPS) avec des réparations financières versées aux victimes du premier procès (32 familles) et ouverture du troisième procès Ndélé 2

Impact : La poursuite des procès à la CPS renforce la lutte contre l'impunité, garantissant justice et réparation aux victimes.

5 sessions criminelles organisées dans les Cours d'appel de Bangui, Bouar et Bambari

Impact : Ces sessions accélèrent le traitement des affaires criminelles, renforçant ainsi l'État de droit et la confiance du public envers la justice.

96,42 % des juridictions fonctionnelles (27 sur 28) sur l'ensemble du territoire

Impact : Cette couverture quasi-totale permet aux populations d'avoir accès à une justice de proximité, essentielle à la stabilisation sociale.

21 856 victimes, dont 85 % de jeunes filles mineures, accompagnées par l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR)

Impact : L'augmentation significative de victimes accompagnées démontre une meilleure prise en charge judiciaire et psychosociale, particulièrement bénéfique aux populations vulnérables.

1 annexe de la prison centrale de Ngaragba construite et opérationnelle, équipée selon les normes internationales, avec des espaces sécurisés et adaptés aux détenus

Impact : Cette infrastructure améliore les conditions carcérales, garantissant le respect des droits humains fondamentaux et réduisant les risques sécuritaires.

Renforcement technique de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, lui permettant désormais d'effectuer des missions d'enquête à Bambari et des actions de promotion dans huit villes du pays

Impact : Une CNDHLF opérationnelle joue un rôle clé dans la défense des droits humains, renforçant la culture démocratique et la gouvernance responsable.

1 laboratoire d'ingénierie juridique et politique inauguré à l'Université de Bangui

Impact : Ce nouvel espace, doté d'ordinateurs et d'une bibliothèque spécialisée, offre aux étudiants un cadre propice à la recherche sur l'État de droit et la consolidation de la paix.

Adoption et mise en œuvre d'une politique nationale des droits de l'Homme

Impact : Ce cadre renforce les institutions, consolide la confiance entre l'État et les citoyens, et pose les bases d'une protection des droits humains plus durable et efficace.



©MINUSCA



©MINUSCA

À Bouar, un front uni contre les violences sexuelles : la communauté en première ligne

Dans la ville de Bouar, au cœur de la Nana-Mambéré, un vent de vigilance et de responsabilité collective commence à souffler. L'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences faites aux femmes et aux enfants (UMIRR), soutenu par la MINUSCA et les agences du SNU, a tenu un atelier décisif contre les violences sexuelles, avec un focus particulier sur la protection des mineurs.

Ce ne sont pas des experts ni des décideurs politiques qui ont été mobilisés, mais les gérants d'hôtels, de bars, de motels, des restaurateurs et des officiers de police judiciaire - ceux qui, au quotidien, peuvent alerter, prévenir et protéger. « Les adolescents qui fréquentent ces lieux deviennent des cibles faciles. Il était temps d'agir à la source », explique le Chef de la Police de la MINUSCA à Bouar.

À travers une approche ancrée dans les valeurs culturelles locales, l'atelier a visé à briser le silence et à instaurer une culture de vigilance partagée. Pour la Directrice de l'UMIRR, « la lutte contre les violences sexuelles n'est pas seulement l'affaire des institutions – c'est une responsabilité collective, qui commence par la parole et se concrétise dans l'action. »

L'engagement des autorités locales a également été fort. « Notre préfecture a le devoir de garantir un environnement sécurisé. Cela inclut la régulation des établissements de loisirs pour éviter qu'ils ne deviennent des foyers d'abus », a affirmé le Préfet intérimaire Dieudonné Nondi.

À l'issue de l'atelier, des recommandations concrètes ont été formulées. Mais surtout, une prise de conscience s'est amorcée : à Bouar, la communauté se lève pour dire non aux violences faites aux enfants.

Renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité

Validation de la feuille de route pour la création d'une Autorité nationale de lutte antimines

Impact : Cette feuille de route jette les bases d'une action gouvernementale multisectorielle, effective et inclusive face à la menace des engins explosifs.

2 408 agents des forces de Défense et de Sécurité, dont 182 femmes, déployées hors de Bangui

Impact : Le renforcement de la présence sécuritaire en province accroît la sécurité et la protection effective des civils sur l'ensemble du territoire.

48 000 munitions obsolètes collectées et détruites à travers le pays

Impact : La destruction de ces munitions réduit considérablement les risques liés aux accidents et à la prolifération d'armes illégales, améliorant ainsi la sécurité générale.

141 agents des forces de Défense et de Sécurité, dont 15 femmes, formés à la gestion des armes et 17 dépôts de munitions renforcés

Impact : Ce renforcement des capacités et des infrastructures sécurisées réduit les risques de détournement et de prolifération illicite, contribuant ainsi à une meilleure sûreté et sécurité des communautés.

3 documents stratégiques clés adoptée, dont Plan d'action national 2024-2028 contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, Politique de défense nationale, et Stratégie nationale de défense (SND)

Impact : Ces stratégies offrent un cadre clair pour une réforme durable du secteur de sécurité, essentielle à la stabilité et au développement à long terme.

2 textes réglementaires validés, Règlement de discipline générale et Code d'éthique et de déontologie de la Police nationale

Impact : Ces nouveaux instruments renforcent la gouvernance interne et la redevabilité au sein des forces de sécurité, consolidant leur légitimité auprès des citoyens.

Equipements logistiques (mobilier, 10 véhicules Pick-up et 5 stations radio) remis au ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique

Impact : Cet appui matériel optimise les capacités opérationnelles des forces de sécurité, permettant une réponse rapide et efficace en cas de crises sécuritaires.



Pilier 2

Inclusion et accès équitable à des services sociaux de base de qualité

Axe stratégique du PND

Accès équitable à des services sociaux de base de qualité et développement du capital humain

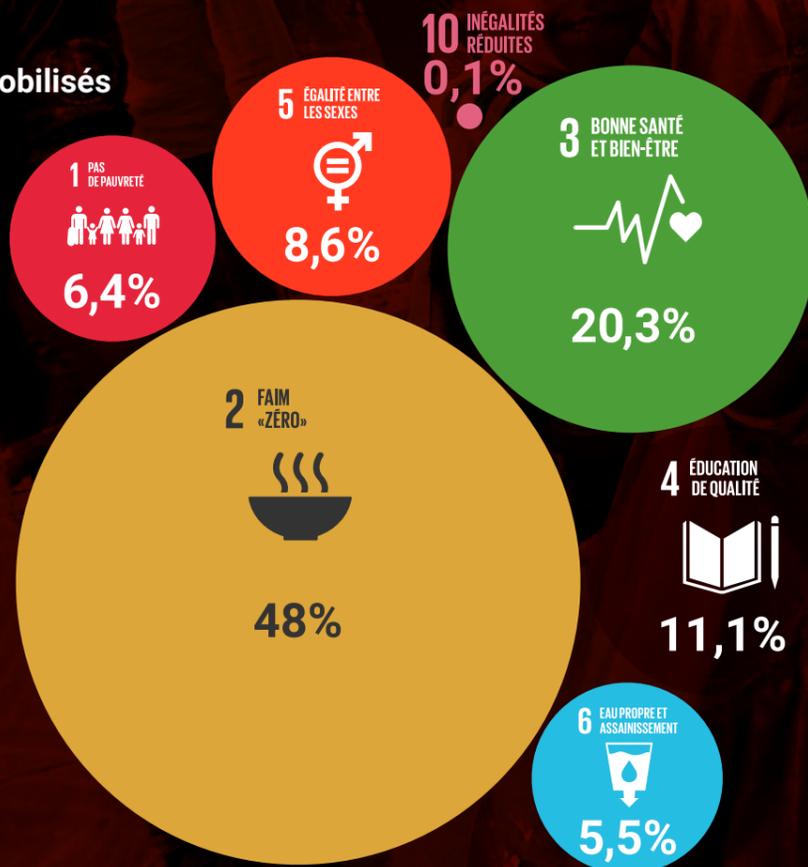
Pilier de l'UNSDCF

Inclusion et accès équitable à des services sociaux de base de qualité

Résultats stratégiques du pilier

Accès équitable aux services sociaux de base
Protection contre les violences et discriminations

Fonds mobilisés en 2024 par ODD

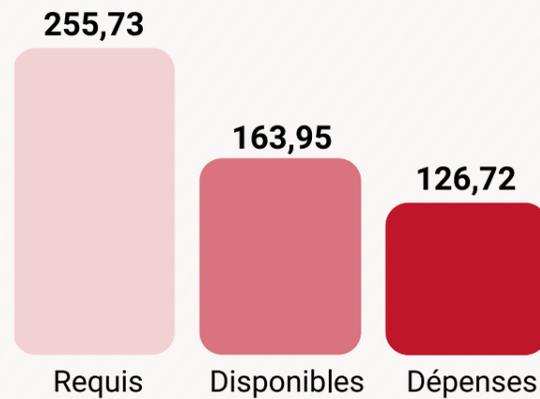




Résultat Stratégique 1

Accès équitable aux services sociaux de base

Fonds requis, disponibles et dépenses en 2024
Millions de dollars



Principaux donateurs et agences bénéficiaires
Millions de dollars



Accès inclusif à l'éducation de qualité

85 % de taux de transition du CP1 au CP2, avec 57 % de cible nationale de transition probablement dépassée

Impact : Ce taux traduit une amélioration de la rétention scolaire en début de cycle, signe des perspectives de progression continue dans les taux de scolarisation et d'achèvement.

Malgré ces progrès, l'accès à une éducation inclusive et de qualité demeure limité : seuls 4 % des enfants sont inscrits au préscolaire, 66 % au primaire, 8 % au secondaire et 3,5 % au su-

périeur. Le taux d'achèvement du cycle primaire reste faible (51 %), en particulier pour les filles (45 %). Les évaluations du PASEC révèlent qu'à la fin du primaire, 73,6 % des élèves n'atteignent pas le seuil suffisant en lecture, et 88,4 % en mathématiques, illustrant une crise persistante de l'apprentissage. Cette situation est aggravée par une pénurie d'enseignants qualifiés (33 %), des infrastructures insuffisantes, des normes socioculturelles défavorables et la précarité des ménages, qui continuent de freiner les efforts vers une éducation équitable pour tous.



©UNICEF RCA

Système de protection sociale inclusif et réactif aux chocs

La Politique Nationale de Protection Sociale 2024-2035 validée

Impact : Cette politique fournit un cadre stratégique national pour structurer et coordonner les interventions de protection sociale à long terme.

Mécanisme de coordination multisectorielle fonctionnel, incluant trois ministères clés et les partenaires techniques et financiers

Impact : Ce mécanisme renforce la cohérence, le pilotage et le suivi des actions de protection sociale à l'échelle nationale.

105 532 ménages bénéficiaires de transferts monétaires, dont 2 427 personnes vivant avec le VIH

Impact : Ces transferts favorisent l'accès aux filets de sécurité pour les ménages vulnérables, contribuant à atténuer les effets des chocs économiques et sociaux.

1 996 abris fournis aux ménages les plus vulnérables dans les préfectures de Haute-Kotto, Ouaka et Nana-Gribizi pour soutenir les retournés et membres de la communauté

Impact : La fourniture d'abris répond à un besoin humanitaire urgent tout en favorisant la dignité et la sécurité des familles concernées.

1 683 ménages, dont les réfugiés et membres des communautés hôtes ont reçu une assistance en kits non alimentaires

Impact : Cet appui direct améliore les conditions de vie et facilite la résilience des communautés affectées par les conflits.

Des mécanismes opérationnels et outils de gouvernance mis en place pour les programmes de transferts monétaires

Impact : Ces instruments permettent une mise en œuvre plus rapide, transparente et efficace des interventions de protection sociale.

Accélérer les solutions durables aux déplacements forcés

En 2024, grâce à un financement de 1,5 million de dollars du Fonds pour les solutions au déplacement interne (IDSF), la RCA a franchi un cap décisif dans la mise en œuvre de solutions durables pour les personnes déplacées. Ce soutien financier a permis d'accélérer les efforts sur les plans politique, institutionnel, technique et opérationnel.

Une dynamique politique relancée autour des solutions durables. La Stratégie nationale des solutions durables 2024-2028 a été actualisée et lancée, marquant un nouvel élan politique. Son intégration au PND ancre une réponse systémique articulant aide humanitaire, consolidation de la paix et développement, avec un accent sur l'accès aux services de base comme levier essentiel pour un retour durable et digne.

Capacités nationales renforcées pour une réponse fondée sur les données. La collaboration entre les autorités nationales et l'UNCT a permis d'améliorer la collecte et l'analyse des données

sur les déplacements, via la Matrice de suivi (DTM) et les mécanismes du Comité pour les mouvements de population (CMP). Le personnel technique du ministère en charge de l'Action humanitaire a été formé et directement impliqué dans la collecte, le suivi et les enquêtes d'intention. Un accent est désormais mis sur les indicateurs de progrès et les groupes cibles.

Coordination et priorisation accrues. Le Groupe de travail sur les solutions durables a revu le budget de la stratégie nationale, corrigeant les déséquilibres sectoriels et ciblant les zones les plus touchées. Le budget révisé offre un cadre plus réaliste pour mobiliser les ressources. Le SNU a également soutenu les retours dans l'Ouaka et la Haute-Kotto, en renforçant le dialogue communautaire à travers les CLPR, et en mettant l'accent sur les droits fonciers et immobiliers des femmes. L'amélioration de l'accès aux services a été concrétisée par la réhabilitation d'infrastructures, des solutions énergétiques durables et des transferts monétaires.



Services intégrés de santé, nutrition, eau et assainissement

1 plateforme de séquençage génomique installée au laboratoire national

Impact : Cette plateforme renforce les capacités nationales de détection précoce des agents pathogènes et améliore la réponse aux épidémies.

70 experts nationaux multidisciplinaires formés pour intervenir dans un délai maximal de 48 heures sur tout le territoire

Impact : Ces experts assurent une réponse rapide et coordonnée aux urgences sanitaires, réduisant les risques de propagation des maladies.

1er pays au monde à avoir réalisé l'UHPR (Examen universel de santé et de préparation aux urgences)

Impact : Cet examen offre une évaluation complète du niveau de préparation sanitaire et guide les priorités pour renforcer la résilience du système de santé.

93 % de formations sanitaires rendues fonctionnelles

Impact : Cela témoigne du renforcement du système de santé et de sa capacité à répondre aux besoins des populations.

255 formations sanitaires approvisionnées en médicaments, kits SSR et équipements SONU, et produits contraceptifs, avec 75 943 nouvelles utilisatrices de méthodes modernes

Impact : Ces dotations ont renforcé la disponibilité des soins, la santé reproductive, et la qualité des prises en charge maternelles et néonatales.



©UNICEF RCA

64 519 personnes vivant avec le VIH sous ARV en 2024, dont 52,3 % des femmes et 45,4 % des hommes

Impact : Ces résultats traduisent une amélioration progressive de l'accès au traitement, ainsi que des efforts dans la lutte contre la stigmatisation et le renforcement du système de santé.

3 718 adolescents sensibilisés au VIH par leurs pairs, dont 880 dépistés et 18 cas positifs identifiés

Impact : Cette approche de pair à pair renforce l'accès des jeunes à l'information et aux services de santé sexuelle et reproductive.

66,7 % des centres de santé (781 sur 1 171) ont mis en œuvre le paquet minimum de prévention du retard de croissance

Impact : Ces centres, en lien avec les communautés, renforcent l'ancrage des actions de prévention de la malnutrition chronique à l'échelle nationale.

23 kiosques-santé installés, dont 8 pour les travailleuses du sexe et 15 pour les jeunes, dans 4 localités

Impact : Ces structures ont facilité l'accès à l'information, aux services de prévention du VIH et à la distribution de préservatifs pour les populations à risque.

243 268 mères et accompagnants sensibilisés aux pratiques ANJE

Impact : Ces efforts améliorent les pratiques alimentaires des nourrissons et jeunes enfants, contribuant à prévenir la malnutrition dès les premiers mois de vie.

1 000 000+ d'enfants de 6 à 59 mois supplémentés en vitamine A pour la première dose lors de la campagne polio de 2024, dont plus que 50 % des filles, et deuxième dose administrée via approche mixte (routine et distributions de masse), en l'absence de campagne polio

Impact : Cette supplémentation de masse contribue à réduire les carences en micronutriments et à renforcer l'immunité des enfants, notamment dans les contextes à risque élevé.

291 790 personnes desservies en eau potable, grâce à la réhabilitation de 445 forages, l'installation de 7 mini-AEP et 100 branchements sociaux

Impact : Cet accès élargi à l'eau potable réduit l'exposition aux maladies hydriques et renforce la résilience des communautés face aux chocs sanitaires et climatiques.

127 786 personnes bénéficiant de services d'assainissement, incluant 104 884 personnes en milieu stable et 14 342 en situation humanitaire, et 8 560 retournées dotées de latrines familiales

Impact : Ces services renforcent la dignité, la prévention des risques sanitaires et la qualité de l'environnement, notamment dans les contextes les plus vulnérables.

86 776 personnes sensibilisées à l'hygiène et à la prévention de Mpox

Impact : Cette mobilisation communautaire a renforcé la prévention et la préparation face aux épidémies, tout en instaurant des réflexes sanitaires durables.

Urielle, 20 ans, non-voyante, future star de la radio et de l'athlétisme

À seulement 20 ans, Urielle Mbrego incarne une vision bien plus grande que ce que ses yeux ne peuvent percevoir. Privée de la vue depuis l'âge de trois ans, cette jeune Centrafricaine poursuit deux rêves avec une détermination inébranlable : devenir journaliste radio et représenter son pays en tant qu'athlète paralympique.

Chaque jour, Urielle fréquente le Centre d'alphabétisation et de formation en braille pour les aveugles en Centrafrique (CAFBC), un espace où elle apprend, s'exprime et construit son avenir avec d'autres jeunes non-voyants. Avec le soutien de l'UNICEF, le centre lui offre les outils pédagogiques en braille et l'accompagnement nécessaire pour développer son autonomie et sa confiance.

Mais c'est derrière un micro que le rêve d'Urielle prend le plus de force. Elle aime raconter, expliquer et faire entendre ce que beaucoup ne voient pas. « J'ai envie de parler des vraies choses, de montrer qu'on peut être utile, même sans voir », confie-t-elle. Son autre passion ? La course de fond. Elle s'entraîne régulièrement, visant un jour les Jeux paralympiques. Malgré les doutes exprimés par certains proches, Urielle ne recule pas. « Ce n'est pas le handicap qui nous définit, mais ce qu'on choisit d'en faire », dit-elle à ses camarades.



Amélioration de la sécurité alimentaire

1 060 155 personnes en insécurité alimentaire assistées

Impact : Cette assistance a permis de couvrir les besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, tout en évitant le recours à des stratégies d'adaptation négatives.

11 559 personnes touchées par des chocs (violences, catastrophes naturelles) assistées via le mécanisme de réponse rapide

Impact : Ces interventions d'urgence ont permis une prise en charge rapide, limitant l'aggravation de leur vulnérabilité alimentaire.

9 186 kits distribués pour soutenir l'agriculture et les moyens de subsistance, incluant des kits pour jardins de case, cultures vivrières, élevage de petits ruminants et de volaille

Impact : Ces ménages ont pu renforcer la diversité et la qualité de leur alimentation, contribuant à une meilleure sécurité nutritionnelle.

7 sites de production de plants installés à Bayanga, Mbaïki, Boyama, Ngengueli, Medao, Bombe et Bongombe

Impact : Ces sites ont renforcé les capacités locales en reforestation et en approvisionnement végétal pour la restauration communautaire.



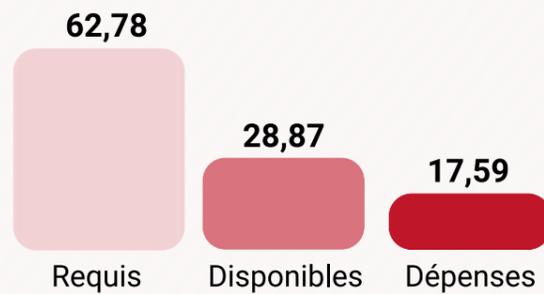


Résultat Stratégique 2

Protection contre les violences et discriminations

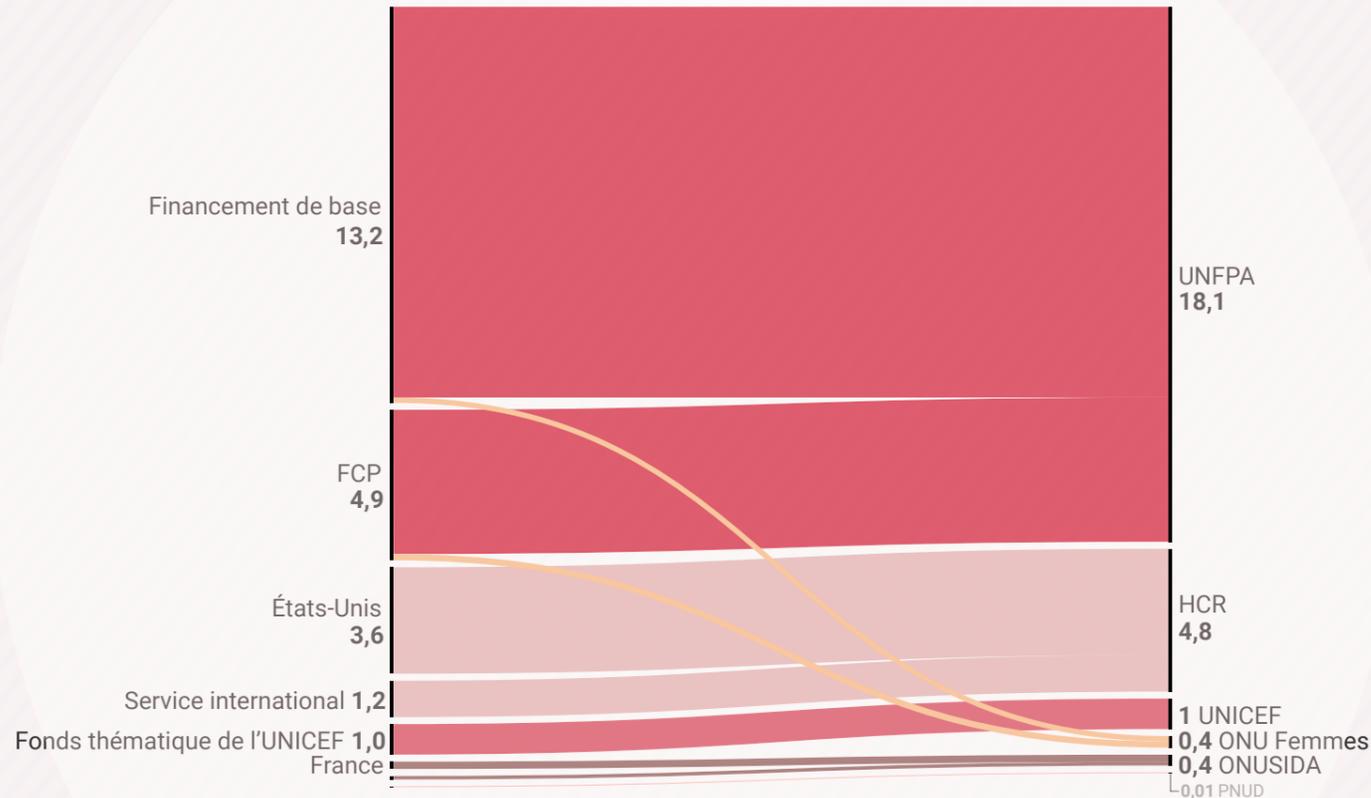
Fonds requis, disponibles et dépenses en 2024

Millions de dollars



Principaux donateurs et agences bénéficiaires

Millions de dollars



Capacités renforcées pour la promotion du genre

500 femmes et enfants à Birao dotés de jugements supplétifs pour l'obtention d'actes de naissance

Impact : Cet appui juridique favorise l'inclusion administrative des personnes vulnérables et leur accès aux services de base.

Stratégie nationale contre le mariage d'enfants et protocole de prise en charge médicale des VBG validés

Impact : Ces cadres renforcent la réponse institutionnelle à la lutte contre les violences basées sur le genre et les mariages précoces.

Prévention des violences basées sur le genre et services de prise en charge

17 300 jeunes filles vulnérables dotées de kits de dignité, dont 6 184 en situation de handicap, 3 800 personnes vivant avec le VIH, et 7 316 dans des camps de déplacés

Impact : Cette assistance a contribué à restaurer la dignité des bénéficiaires et à réduire leur exposition aux risques de violences et d'exclusion.

23 structures de santé renforcées pour la prise en charge médicale des survivantes de viol et 100 prestataires formés à la gestion clinique des viols et cas de VBG

Impact : Ces actions ont renforcé la capacité du système de santé à offrir une réponse spécialisée, sensible et sécurisante aux survivantes.

13 espaces sûrs fonctionnels, dont 4 nouveaux installés, pour la gestion des cas de VBG

Impact : Ces espaces ont permis d'assurer la continuité de l'accès aux services essentiels pour les survivantes dans un environnement sécurisé.



©UNFPA RCA

Mécanisme de référencement et mécanisme communautaire de suivi des abus pour les PVVIH et survivantes de VBG renforcés

Impact : Cet outil facilite l'orientation rapide des survivantes vers des services adaptés, favorisant une prise en charge complète.

30 204 survivantes de VBG assistées, dont 16 021 en prise en charge psychosociale et 6 863 en gestion de cas

Impact : Ces services ont permis une prise en charge plus holistique et réactive des survivantes, renforçant leur accès au soutien et à la protection.

900 victimes de VBG appuyées à Birao, Sam-Ouandja et Paoua-Betoko par un soutien psychosocial et la distribution de kits de dignité

Impact : Ce soutien contribue à la réhabilitation psychosociale des victimes et à la restauration de leur dignité dans des zones à haut risque.

À Liton, un espace sûr où l'espoir s'apprend et se partage

À 22 kilomètres de Bangui, à Liton, la violence faite aux femmes n'est pas une abstraction – c'est une réalité douloureuse que vivent encore trop de filles et de femmes. Mais au cœur de cette réalité, un lieu fait exception : un espace sûr, mis en place par l'UNFPA et ses partenaires, qui offre refuge, soutien et une nouvelle chance à celles qui en ont le plus besoin.

Dans ce centre, les survivantes trouvent plus qu'une écoute. Elles bénéficient d'un accompagnement psychosocial, d'une assistance juridique, et surtout de formations professionnelles pour reconstruire leur autonomie.

« On nous apprend à nous relever et à devenir indépendantes. Il ne nous manque plus que les machines à coudre pour aller plus loin », témoigne l'une des participantes, formée à la couture, à la savonnerie et à la pâtisserie. Pour une autre, victime de violences, cet espace a été un tournant. « J'y ai trouvé écoute, accompagnement et la force de reconstruire ma vie. »

Ces espaces ne se contentent pas d'apaiser les blessures : ils redonnent du pouvoir, renforcent la solidarité et changent durablement les trajectoires de vie.



Pilier 3 Développement des compétences et croissance économique accélérée, inclusive et durable

Axes
stratégiques
du PND

Développement des
infrastructures
résilientes et durables

Accélération de la production
et des chaînes de valeurs
dans les filières productives et
de la croissance économique
inclusive et durable

Pilier
de l'UNSDCF

Développement
des compétences
et croissance
économique
accélérée,
inclusive et
durable

Résultats
stratégiques du pilier

Accès aux
infrastructures
durables et
intégration régionale

Accès équitable aux
opportunités
économiques

Fonds mobilisés
en 2024
par ODD

16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES

2,1%

6 EAU PROPRE ET
ASSAINISSEMENT

0,6%

5 ÉGALITÉ ENTRE
LES SEXES

0,3%

17 PARTENARIATS
POUR
LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS

21,9%

9 INDUSTRIE,
INNOVATION ET
INFRASTRUCTURE



38,8%

10 INÉGALITÉS
RÉDUITES

2,2%

8 TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE



34,2%



Investir dans les populations rurales



ONU MIGRATION



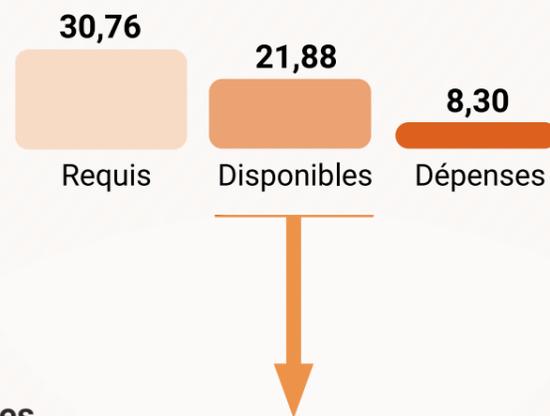


Résultat Stratégique 1

Accès aux infrastructures durables et intégration régionale

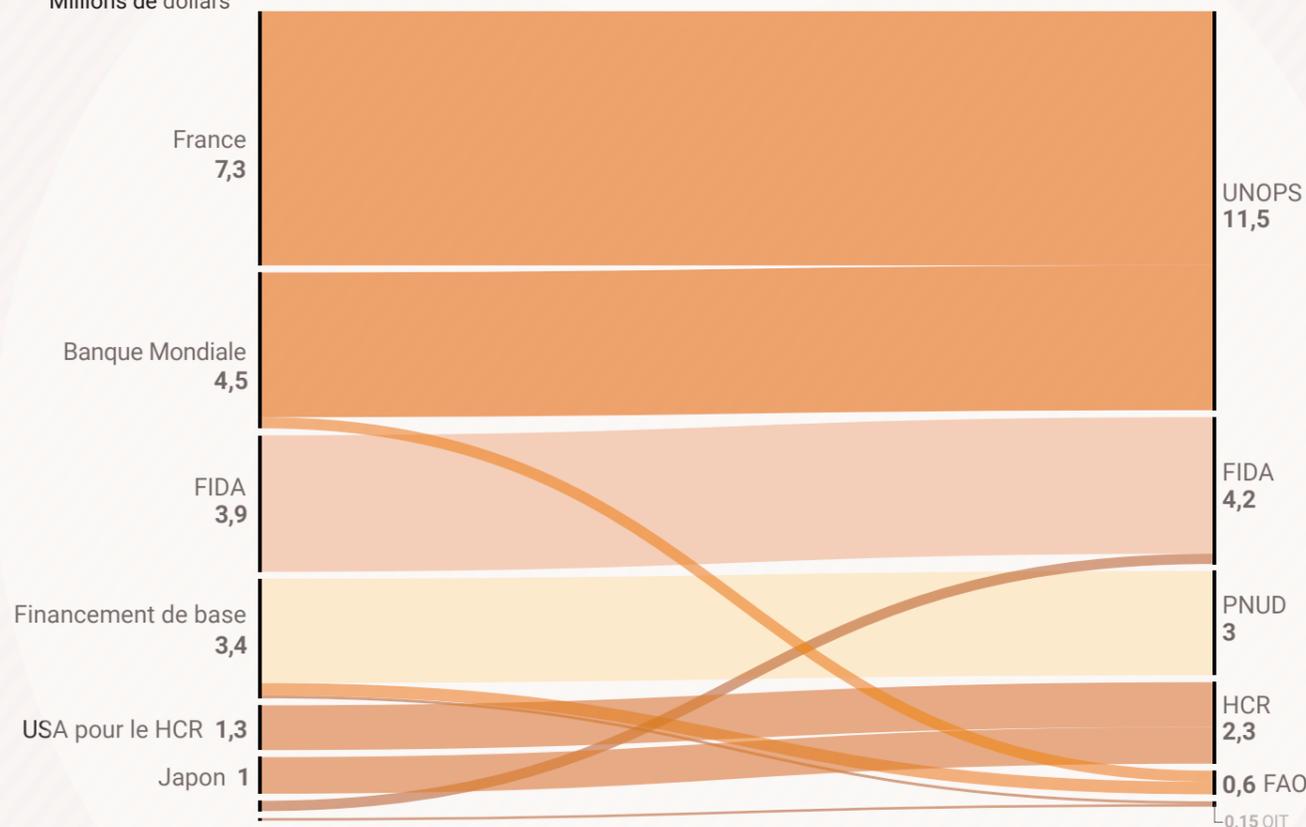
Fonds requis, disponibles et dépenses en 2024

Millions de dollars



Principaux donateurs et agences bénéficiaires

Millions de dollars



Développement local et construction des infrastructures de base

1 cellule stratégique de haut niveau créée pour le suivi des programmes et projets publics

Impact : Cette cellule permettra une gestion plus efficace des ressources, une meilleure coordination entre les différents ministères, tout en favorisant la transparence.

10 pistes agricoles construites dans le Lim-Pendé et 15 engins agricoles acquis (2 bulldozers, 11 tracteurs, 2 portes-chars)

Impact : Ces infrastructures ont facilité l'accès aux zones de production et soutenu l'extension des surfaces cultivées.

427 hectares aménagés pour le maraîchage sur 24 sites à Bambari, Bossangoa, Grimari, Alindao et Kaga-Bandoro

Impact : Ces aménagements ont permis d'augmenter la production locale, de diversifier l'alimentation et de générer des revenus agricoles.

151 points d'eau améliorés (77 forages construits, 74 réhabilités)

Impact : Ces investissements ont renforcé l'accès durable à l'eau pour les communautés rurales et les zones agricoles.

43 aires de séchage, 7 magasins et 5 banques de semences construits dans 13 localités à travers le pays

Impact : Ces infrastructures renforcent les capacités de stockage, de conservation et de production des communautés agricoles.

373 000 de dollars mobilisés pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie ZLECAf.

Impact : Ces ressources permettent d'accompagner la RCA dans son intégration progressive au marché continental africain.

2 gares routières construites sur le corridor Bangui-Douala ainsi qu'à Bossembele et Bouar

Impact : Ces infrastructures facilitent les échanges commerciaux transfrontaliers et renforcent la connectivité logistique entre la RCA et la sous-région.

715 organisations professionnelles agricoles accompagnées, dont 20 transformées en coopératives, avec des guides pratiques produits.

Impact : Cette structuration a amélioré la gouvernance, la durabilité économique et l'accès des producteurs aux marchés et aux services.

1 microcentrale hydroélectrique de 300 kW en construction à Gamboula

Impact : Cette infrastructure favorisera l'accès local à une énergie renouvelable fiable et adaptée aux besoins des communautés.

5 minicentrales solaires installées (2 à Kaga-Bandoro, 3 à Ndélé) et 88 lampadaires solaires déployés

Impact : Ces équipements améliorent l'accès à l'électricité et la sécurité publique dans les zones éloignées ou non desservies par le réseau.

8 forages à pompage solaire construits, accompagnés de 5 décortiqueuses, 5 presses à huile, 5 machines à coudre et 2 kits informatiques pour les groupements de femmes

Impact : Ces équipements ont renforcé l'autonomisation des femmes et amélioré la productivité des activités économiques rurales.



Exil, retour, espoir : Ibrahim et Mariam réécrivent leur avenir

Ils ont connu l'exil, l'incertitude, la perte. Et pourtant, ils ont choisi de revenir. De se relever. Et de bâtir. Ibrahim et Mariam incarnent une jeunesse centrafricaine rapatriée qui refuse de se résigner, portée par la force de la résilience et l'élan de l'entrepreneuriat.

Ibrahim avait 11 ans lorsqu'il a fui le conflit pour se réfugier au Cameroun. Pendant sept ans, il a vécu loin de chez lui, loin de ses repères, et a dû affronter la douleur de la perte de sa mère. Mais à 21 ans, il prend une décision courageuse : rentrer à Bouar pour reconstruire sa vie. Grâce à une formation en fabrication de savon et en entrepreneuriat soutenue par UNHCR et ses partenaires, il reprend confiance. Il suit également une formation en informatique. « J'ai envie de devenir utile, ici, là où tout a commencé », confie-t-il.

À quelques kilomètres de là, à Baoro, Mariam, 25 ans, fait partie d'un groupe d'éleveurs soutenus par la MINUSCA. Ensemble, ils gèrent un poulailler de près de 500 volailles. Cette activité, au-delà des revenus, est devenue un levier d'autonomie et de dignité. « Quand je suis rentrée, je n'avais rien. Aujourd'hui, je peux aider ma famille. Je me sens à nouveau capable », explique-t-elle.

Leurs histoires, comme celles de tant d'autres jeunes rapatriés, témoignent de la puissance de l'accompagnement, mais surtout du courage de recommencer. Non pas comme avant, mais avec plus de confiance, plus de maîtrise, et une nouvelle vision.

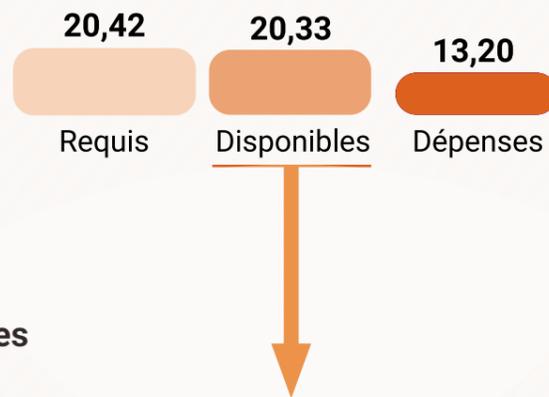




Résultat Stratégique 2

Accès équitable aux opportunités économiques

Fonds requis, disponibles et dépenses en 2024
Millions de dollars



Principaux donateurs et agences bénéficiaires
Millions de dollars



Climat des affaires, création d'emplois et accompagnement du secteur privé

Stratégie nationale d'autonomisation socio-économique des femmes et des filles validée

Impact : Cette stratégie fournit un cadre structurant pour renforcer l'indépendance financière des femmes et leur participation active à l'économie locale.

576 Association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC) mises en place et 25 OSC formées à l'approche AVEC

Impact : Ces dispositifs favorise l'épargne communautaire et l'inclusion financière, notamment en milieu rural.

18 725 personnes soutenues par des AVEC, dont 90 % de femmes

Impact : Grâce à ces structures d'épargne, l'inclusion financière et l'autonomisation économique des populations sont renforcées, tout en stimulant la dynamique communautaire, l'amélioration des conditions de vie et la cohésion sociale.

Plus de 3 835 femmes et ménages vulnérables appuyés à travers des kits AGR, un capital de départ, des activités de petits élevages et des jardins de case

Impact : Ces appuis renforcent l'autonomie économique des femmes, la sécurité alimentaire locale et ont favorisé des moyens de subsistance durables.

25 920 personnes engagées dans les Travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO)

Impact : Ces initiatives ont généré des revenus, amélioré les conditions de vie et stimulé les économies locales.

4 156 agro-éleveurs alphabétisés pour une meilleure adoption des techniques agricoles

Impact : Ces formations facilite l'appropriation des innovations et renforcé les capacités de production durable.

Guichet unique de formalité des entreprises réhabilité à Bambari.

Impact : Cette réhabilitation a facilité la formalisation des entreprises et dynamisé l'entrepreneuriat local.

Cartographie nationale des PME élaborée pour les organisations d'employeurs

Impact : Cet outil améliore la connaissance du tissu économique et permet d'orienter les services d'appui en faveur de la compétitivité des PME.

850 groupements agropastoraux et 30 groupements maraîchers appuyés, avec la mise à disposition de modules de production agricole et la création de 4 magasins de stockage et 4 boutiques d'intrants

Impact : Ces investissements ont amélioré les capacités techniques des producteurs, sécurisé la gestion post-récolte et facilité l'accès aux intrants, contribuant à une production plus stable et rentable.

30 organisations féminines renforcées en entrepreneuriat, gestion d'activités génératrices de revenus et leadership

Impact : Ces appuis ont soutenu l'autonomisation socioéconomique des femmes, renforçant leur résilience et leur capacité d'action communautaire.



La levée de l'embargo sur les diamants : un levier pour les investissements privés

La levée de l'embargo sur les diamants centrafricains par le Processus de Kimberley en novembre 2024 marque un tournant important pour la RCA. Après plus d'une décennie de restrictions, cette décision ouvre la voie à la relance du secteur diamantaire formel, avec un fort potentiel de création d'emplois, de recettes fiscales et d'investissements privés.

Cette évolution représente une opportunité majeure pour la mise en œuvre du PND, en stimulant des investissements privés et une croissance inclusive, notamment dans les zones minières. En renforçant la transparence, la traçabilité et la gouvernance du secteur extractif, la RCA peut attirer de nouveaux partenariats publics et privés, et faire du diamant un moteur de développement local, de stabilisation et de mobilisation des ressources nationales.



Autonomisation économique des personnes vulnérables

383 personnes vulnérables formées à des métiers, dont 88 jeunes filles en couture, transformation alimentaire et boulangerie-pâtisserie
Impact : Ces formations ont facilité l'accès à des compétences génératrices de revenus pour des personnes éloignées du marché du travail.

497 ex-combattants formés et dotés de kits AGR à Bambari, Mobaye, Obo et Zémio
Impact : Ces actions ont facilité la réinsertion socio-économique des ex-combattants et renforcé les efforts de stabilisation dans les zones concernées.

1 000 personnes, dont les réfugiés et membres des communautés locales, ont bénéficié des AGR dans le cadre de leur réintégration sociale
Impact : Cet accompagnement renforce les moyens de subsistance et favorise une meilleure intégration socio-économique, réduisant ainsi les tensions communautaires.

2 500 kits agricoles vivriers et maraîchers, 1 000 kits petits ruminants et 2 906 kits avicoles distribués à des ménages vulnérables.
Impact : Ces dotations ont soutenu la reprise des moyens de subsistance et la diversification des sources alimentaires au niveau local.

3 375 groupes vulnérables soutenus à Birao, Sam-Ouandja et Paoua-Betoko pour améliorer leur accès aux moyens de subsistance
Impact : Cet appui a favorisé l'autosuffisance alimentaire locale et l'inclusion économique des populations à risque.

À Birao, des jeunes transforment leur avenir... une brique à la fois

Sur le marché central de Birao, le bruit des marteaux résonne comme un signe de renouveau. Depuis septembre 2024, dix bénéficiaires du Programme de réduction de la violence communautaire du SNU, dont trois femmes, construisent cinq nouveaux magasins – une initiative concrète qui allie réinsertion, apprentissage et développement local.

Ce programme est né d'une demande des autorités municipales. Mais plus qu'une réponse à un besoin d'infrastructure, c'est une opportunité pour des jeunes récemment formés en maçonnerie de mettre en pratique leurs compétences aux côtés de professionnels aguerris.

« Ces jeunes ne sont plus spectateurs, ils sont devenus acteurs du développement de leur ville », a souligné un représentant de la mairie.

Pour les jeunes impliqués, ce chantier est bien plus qu'un emploi. C'est une première étape vers l'autonomie. « Je peux maintenant subvenir aux besoins de ma famille grâce à mon métier », confie l'un d'eux. Une autre ajoute avec fierté : « Ce n'est que le début. La RCA peut compter sur nous. Nous sommes prêts. »



©MINUSCA

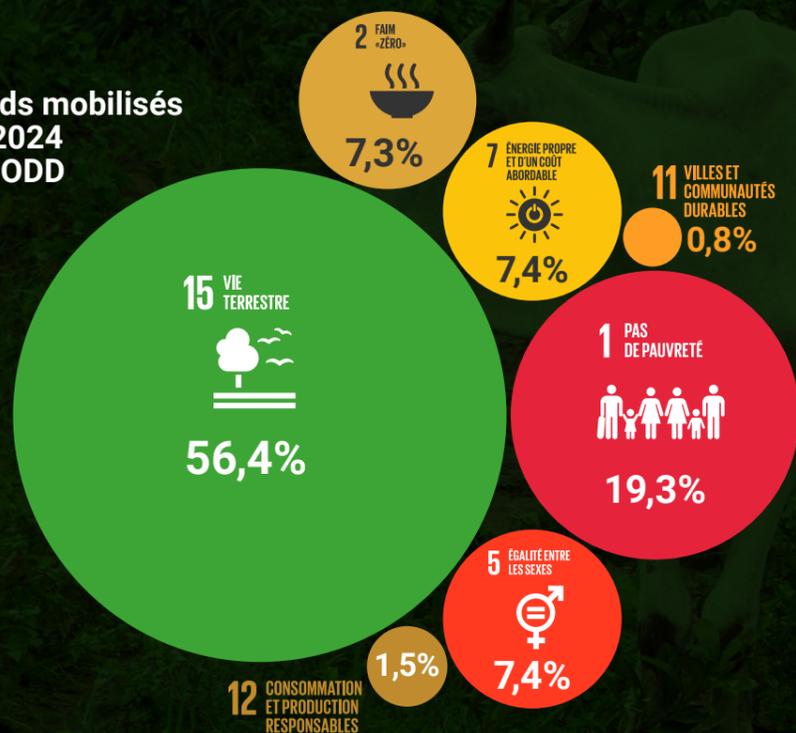
Pilier 4

Durabilité environnementale et résilience face aux crises et aux effets du changement climatique



<p>Axe stratégique du PND</p> <p>Durabilité environnementale et résilience face aux crises et aux effets du changement climatique</p>	<p>Pilier de l'UNSDCF</p> <p>Durabilité environnementale et résilience face aux crises et aux effets du changement climatique</p>	<p>Résultats stratégiques du pilier</p> <p>Résilience climatique et gouvernance environnementale</p>
--	--	---

Fonds mobilisés en 2024 par ODD

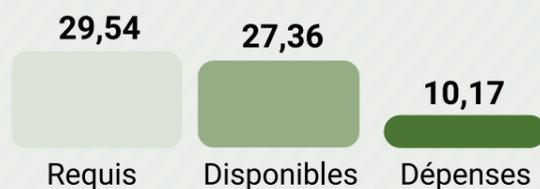




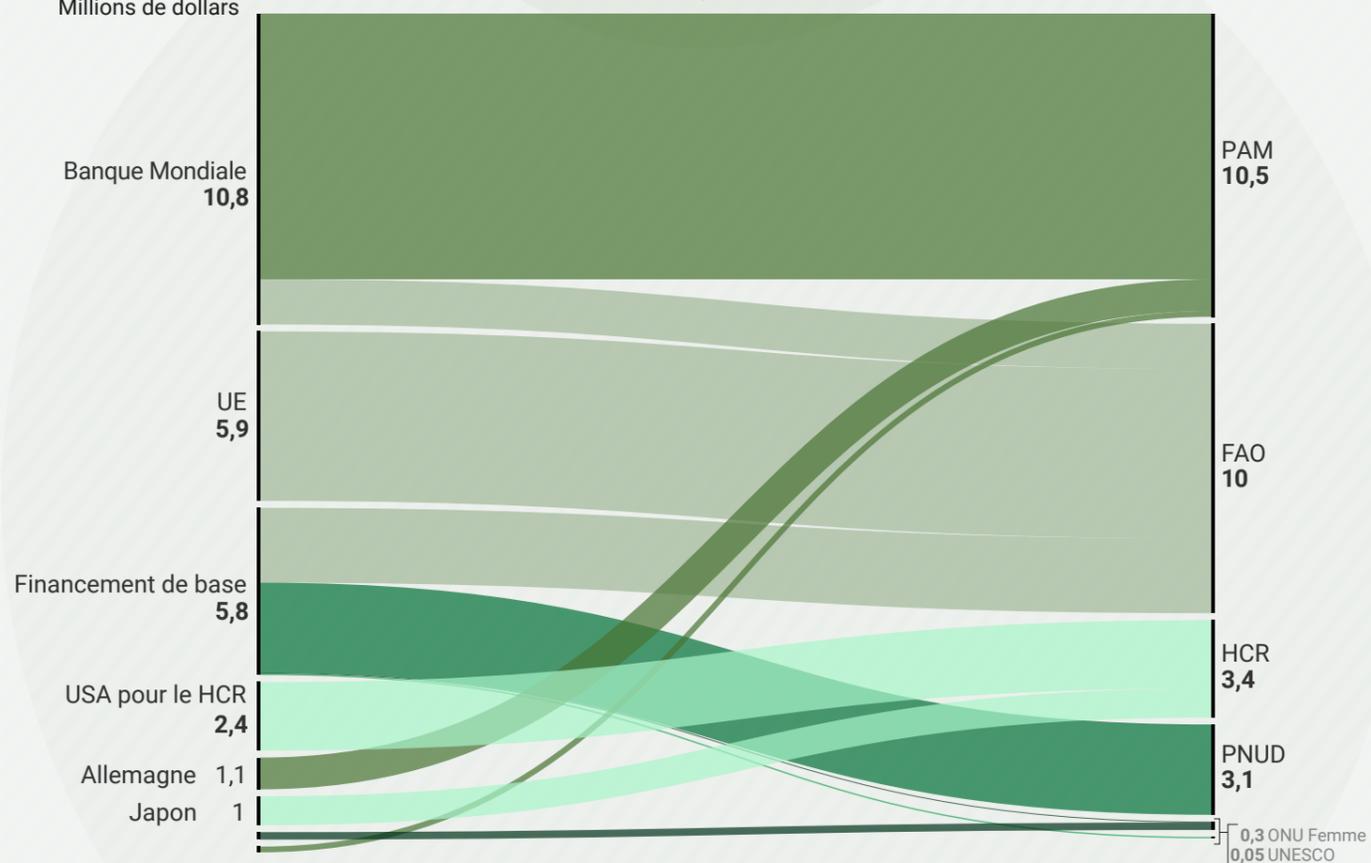
Résultat Stratégique 1

Résilience climatique et gouvernance environnementale

Fonds requis, disponibles et dépenses en 2024
Millions de dollars



Principaux donateurs et agences bénéficiaires
Millions de dollars



Exploitation durable des ressources naturelles

1 601 ha restaurés, incluant 255 ha reboisés, 246 ha agricoles aménagés, et 1 100 ha de plantations agroforestières dans la Lobaye et la Sangha-Mbaéré

Impact : Ces efforts ont contribué à la régénération des sols, à la protection des ressources naturelles et à la résilience climatique des zones ciblées.

1 100 ha de plantations agroforestières mises en place

Impact : Ces plantations contribuent à la régénération des écosystèmes, à la diversification des revenus et à la lutte contre l'insécurité alimentaire.

4 998 personnes appuyées à travers des formations (techniques de plantation, régénération naturelle assistée, usage des biopesticides), la distribution de kits de jardinage et la création d'emplois temporaires pour l'entretien des terres restaurées

Impact : Ces interventions ont renforcé les compétences locales en agroécologie et généré des opportunités économiques à court terme dans les zones rurales.

Activation de la Coordination nationale de la Restauration des Paysages Forestiers

Impact : Cette structure favorise une mise en œuvre coordonnée, multisectorielle et durable des efforts de restauration à l'échelle nationale.

3 APACs (aires conservées par les peuples autochtones) gérées selon des pratiques traditionnelles à Adoumandjali, Yobé-Sangha, et Bélem-boké

Impact : Ces aires protégées renforcent la gouvernance communautaire des ressources et la reconnaissance des savoirs autochtones.

7 aires et territoires de pêche autochtones identifiés, dont 6 sur la rivière Sangha et 1 sur le marécage à raphia de Mossapoula

Impact : Ces délimitations jettent les bases d'une gestion durable et inclusive des ressources halieutiques, fondée sur les savoirs traditionnels.

Dispositifs d'irrigation goutte à goutte installés sur 60 hectares dans les régions 1, 2 et 3

Impact : Cette amélioration des pratiques agricoles a permis d'accroître la résilience des producteurs face aux aléas climatiques.





©PAM RCA

À Paoua, l'agriculture relance l'école et soutient les familles

À l'aube, dans les champs de Paoua, une vingtaine de femmes et d'hommes récoltent le riz sous les chants de leur chef de groupement. Pour ces agriculteurs du Nord-Ouest de la République centrafricaine, ce n'est pas qu'une récolte – c'est le symbole d'un renouveau.

Autrefois considéré comme le grenier du pays, Paoua avait vu ses terres abandonnées et ses récoltes anéanties par des années de conflit. Aujourd'hui, le calme relatif revenu, les communautés reprennent possession de leurs terres. Et avec l'appui du PAM, elles reconstruisent plus que des champs : elles reconstruisent la résilience.

À la tête d'une coopérative de plus de 160 familles, un agriculteur local témoigne : « Grâce aux semences améliorées, aux techniques agri-

coles durables, nous avons pu passer de 3 à 35 hectares cultivés. Et cette année, nous avons même pu récolter assez pour nourrir nos familles, alimenter une réserve de semences, et contribuer à la cantine scolaire. »

Car à Paoua, les récoltes ne s'arrêtent pas aux champs : elles remplissent aussi les assiettes des enfants. À l'école primaire de Betokomia 1, les repas scolaires à base de produits locaux – riz, haricots, légumes – attirent de plus en plus d'élèves. En cinq ans, les effectifs sont passés de 650 à plus de 1 400 élèves.

Pour les familles récemment rapatriées, les repas à l'école sont souvent les seuls de la journée. Une mère de trois enfants explique : « Les jours où je ne gagne rien, je sais au moins que mes enfants mangeront à l'école. » Mais l'impact va encore plus loin : les bénéfices des récoltes permettent désormais de rémunérer des parents-enseignants bénévoles, comblant ainsi le manque d'enseignants.

Intégration des aspects de la durabilité environnementale dans les politiques nationales

Révision du code forestier en cours et construction du bâtiment du système de vérification de la légalité

Impact : Ces actions renforcent le cadre juridique et institutionnel de la gestion durable des ressources forestières en RCA.

74 acteurs locaux formés aux sauvegardes environnementales et sociales dans six localités, et 36 acteurs sectoriels sensibilisés aux enjeux climatiques

Impact : Ces formations ont consolidé les capacités techniques des parties prenantes pour une meilleure intégration de l'environnement dans les politiques publiques et les pratiques sectorielles.

Déverrouiller l'investissement climatique en RCA

En février 2024, la RCA a franchi une étape majeure dans son partenariat avec l'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale (CAFI), avec le lancement de la phase d'investissement et une première enveloppe de 10 millions de dollars. En amont, un financement préparatoire de 600 000 dollars a été alloué au SNU pour appuyer l'intégration des enjeux climatiques et forestiers dans le PND, tout en renforçant les mécanismes de coordination interministérielle.

Avec plus de 28 millions d'hectares de forêts – soit près de 50 % de son territoire – la RCA joue un rôle clé dans la préservation des forêts du bassin du Congo. Ce partenariat avec CAFI vise à accélérer une transition écologique inclusive, portée par une gestion durable des terres et des ressources naturelles.



Renforcement des partenariats et financement des ODD

En 2024, l'UNCT a renforcé et diversifié ses partenariats pour accélérer les progrès vers les ODD. Trois axes d'intervention complémentaires ont guidé cette action :

- **Dialogue stratégique** pour l'alignement des priorités
- **Engagement financier** pour mobiliser et orienter les ressources
- **Partenariats opérationnels** pour une mise en œuvre efficace et inclusive

Cette approche intégrée a permis d'ancrer davantage les ODD dans les cadres nationaux, d'améliorer la complémentarité entre les acteurs, et d'optimiser l'impact des ressources mobilisées. Ces efforts ont été soutenus par le Comité de pilotage conjoint de l'UNSDCF ainsi que des initiatives inter-agences coordonnées.

Dialogue stratégique

• **Institutions publiques et gouvernementales** : L'UNCT a accompagné l'élaboration du PND en veillant à son alignement avec les ODD, à travers des dialogues sectoriels approfondis, des revues conjointes et un appui technique ciblé au gouvernement.

• **Institutions financières internationales (IFIs)** : Des échanges stratégiques avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Union européenne ont permis de renforcer la convergence des priorités et la complémentarité des financements.

• **Société civile et secteur privé** : L'UNCT a renforcé l'inclusion des organisations de la société civile et du secteur privé, en veillant à ce que leurs priorités soient prises en compte lors des consultations nationales.

Financement

• **Soutien au Gouvernement** : L'UNCT a soutenu la planification budgétaire du PND et l'élaboration de son Plan d'action prioritaire (PAP). Cet appui se poursuivra en 2025 avec un accent renforcé sur la mobilisation de ressources.

• **Institutions financières internationales (IFIs)** : En collaboration étroite avec les bailleurs et les IFIs, l'UNCT a contribué à la mobilisation de financements alignés sur les ODD et les priorités nationales, tout en favorisant la cohérence et la complémentarité des investissements. Par exemple, en 2024 :

• Le portefeuille actif de la Banque mondiale s'élevait à 1,02 milliard de dollars, dont 20 % dédiés à la santé, nutrition et population, 16 % à l'agriculture et l'alimentation, et 11 % à l'inclusion sociale. Ces investissements ont accéléré les progrès vers les ODD 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8 et 12.

• Le portefeuille actif de la Banque africaine de développement atteignait 108 millions de dollars, avec 50 % consacrés à l'agriculture et au développement rural, 20 % aux réformes économiques et sociales, et 10 % à l'inclusion socio-économique, à l'entrepreneuriat et aux infrastructures communautaires. Les actions ont soutenu les ODD 1, 2, 3, 5, 8, 9, 11 et 12.

• **Fonds communs mondiaux** : En 2024, le SNU a mobilisé des fonds communs mondiaux comme leviers catalytiques pour accélérer la mise en œuvre des ODD. Ces financements conjoints renforcent la cohérence, réduisent la fragmentation et maximisent l'impact collectif.

• **Fonds pour la consolidation de la paix (PBF)** : Le portefeuille actif du PBF en RCA s'élevait à 20,3 millions de dollars en 2024, avec une priorité donnée à l'ODD 16. Les projets financés intègrent également des contributions significatives aux ODD 1, 2, 3, 5, 8 et 10.

• **Fonds commun pour les ODD (Joint SDG Fund)** : À la suite du plaidoyer du SNU, un premier financement de 250 000 dollars est attendu en 2025 pour renforcer la résilience face aux vulnérabilités climatiques (ODD 13). Dans une approche centrée sur ne laisser personne pour compte, ce financement aura des retombées sur les ODD 10, 11 et 12.

• **Fonds des femmes pour la paix et l'action humanitaire (WPHF)** : Une allocation de 0.8 million de dollars prévue pour 2025 appuiera des organisations féminines locales œuvrant pour la paix et le relèvement, avec un impact direct sur les ODD 5 et 10, et des effets transversaux sur l'ensemble des ODD.

• **Fonds pour les solutions au déplacement interne (IDSF)** : En 2024, un financement de 1,5 million de dollars de l'IDSF a permis à la RCA de franchir une étape décisive dans la mise en œuvre de solutions durables pour les personnes déplacées internes, soutenant ainsi la réintégration durable des rapatriés et des déplacés internes, et contribuant de manière transversale à tous les ODD.

• **Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme** : Une enveloppe de 188 millions de dollars sur la période 2023-2025 appuie les systèmes de santé en RCA, avec un accent sur l'ODD 3. Ce soutien améliore aussi l'accès à l'eau, à la nutrition et à la protection sociale, contribuant aux ODD 1, 2, 6 et 10.

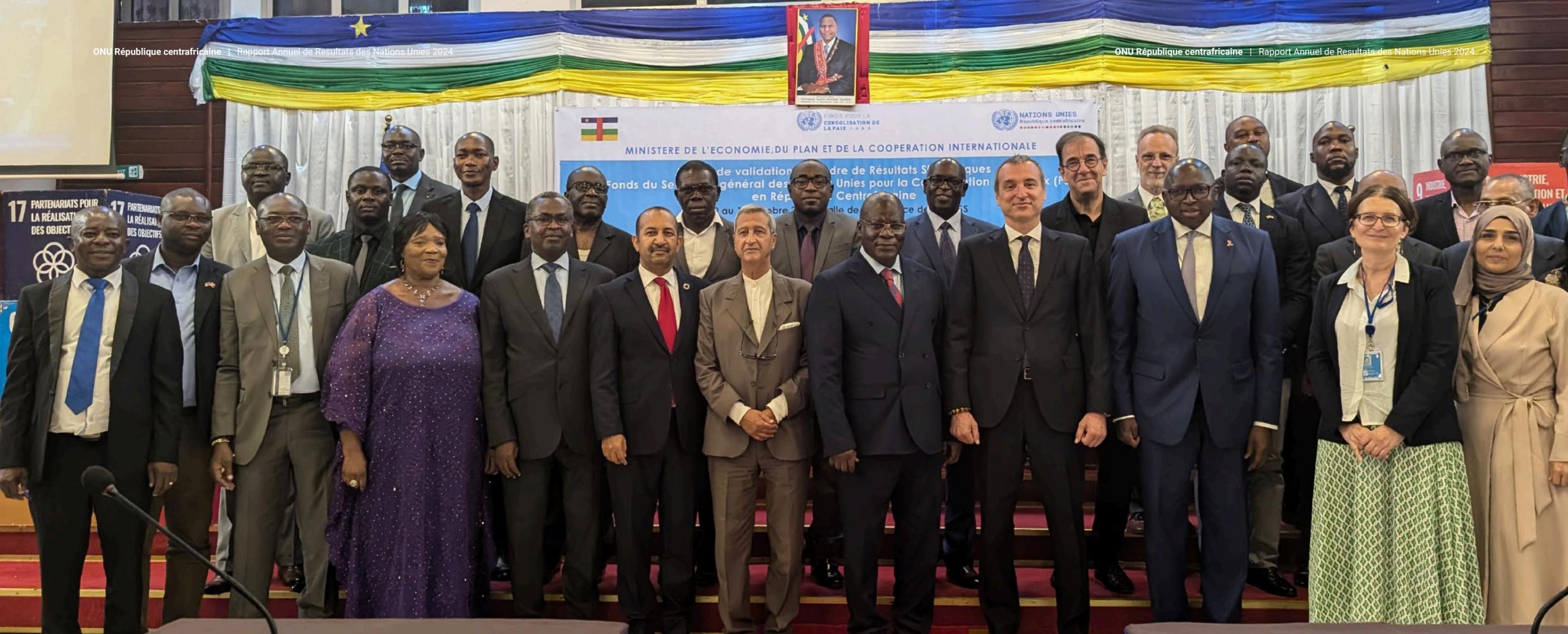
• **Secteur privé** : Des partenariats ont été initiés avec des entreprises multinationales, notamment dans les domaines de la transformation numérique et de l'inclusion financière. Toutefois, leur contribution financière reste encore limitée et constitue un axe à renforcer.

Partenariats opérationnels

• **Institutions publiques et gouvernementales** : Le SNU a collaboré avec les ministères sectoriels et les collectivités locales dans des domaines clés tels que la santé, l'éducation, la protection sociale, la gouvernance locale, les infrastructures et la relance économique. En 2024, 26,4 % des activités de l'UNCT ont été mises en œuvre conjointement avec les entités gouvernementales.

• **Société civile** : Les OSC ont joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre des projets, en favorisant des approches communautaires et participatives. 18 % des activités de l'UNCT ont été mises en œuvre par des OSC, et 61 % conjointement par les OSC et les institutions publiques.





Alignement stratégique entre le SNU, les IFIs et l'UE : une bonne pratique en construction

En 2024, grâce à un appui ciblé du Fonds de partenariat du Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO), le SNU a lancé un exercice structurant d'alignement stratégique avec la Banque mondiale, la BAD et l'UE. Cette initiative a harmonisé les priorités du PBF avec celles des partenaires, tout en assurant leur alignement avec le PND, l'UNSDCF et les efforts de la MINUSCA. Cette approche intégrée vise à accélérer la réalisation des ODD, en particulier l'ODD 16 sur Paix, justice et institutions efficaces.

Cette dynamique a renforcé une coopération plus cohérente et efficace, conformément aux principes du Pacte de financement du système des Nations Unies qui promeut coordination, programmation conjointe et financement prévisible.

Parmi les résultats concrets en 2024 :

Banque mondiale

La collaboration avec la Banque mondiale s'est intensifiée autour de leur Évaluation des risques et de la résilience (RRA), qui servira de socle au prochain Cadre de partenariat-pays. Cette harmonisation à moyen terme renforce la prévisibilité des investissements et assure une complémentarité étroite avec les priorités de l'UNSDCF.

Banque africaine de développement

Le partenariat a été renforcé après la contribution du SNU à ses travaux analytiques en 2023, notamment à la mise à jour de l'évaluation conjointe BAD-SNU sur la fragilité en RCA qui a informé la Note de diagnostic pays de la BAD – De la fragilité à la résilience économique et sociale. L'alignement stratégique de 2024 a catalysé une nouvelle dynamique, illustrée par un programme conjoint sur les solutions durables en faveur des déplacés. Le PBF y apporte 2 millions USD en complément des 30 millions engagés par la BAD. Ce cofinancement démontre un effet de levier notable – chaque dollar du PBF mobilisant quinze dollars – et garantit une intervention ciblée, collective et durable pour les communautés vulnérables.

Union européenne

Une implication précoce de l'UE dans la conception des projets financés par le PBF permet une coordination plus étroite et un meilleur alignement des programmes avec les investissements de l'UE.

En renforçant la complémentarité entre le SNU, les IFI et l'UE, cette initiative contribue directement au partenariat pour le développement durable en RCA (ODD 17). Cette bonne pratique émergente offre un modèle de coopération innovant à reproduire pour accélérer les progrès vers les ODD en RCA et dans d'autres contextes fragiles.

Cohérence, efficacité et efficience du SNU pour accélérer les ODD



Une configuration de l'UNCT adaptée au contexte et plus pertinente

Composée de 23 Agences, Fonds et Programmes, ainsi que de la MINUSCA, l'UNCT a maintenu en 2024 une configuration stable et adaptée au contexte centrafricain. Cette continuité a permis de consolider les acquis des années précédentes tout en favorisant la complémentarité des mandats. Grâce à la diversité thématique des entités et à une coordination resserrée autour des Groupes de résultats, l'UNCT a pu proposer des réponses intégrées aux enjeux nationaux, tout en offrant un appui plus cohérent, pertinent et centré sur les besoins du pays.

Une programmation conjointe qui gagne en ampleur

Onze projets conjoints ont été développés en 2024, illustrant une dynamique croissante d'intégration et de collaboration au sein de l'UNCT. Ces initiatives ont permis de mettre en synergie les expertises, mutualiser les ressources et fournir un appui coordonné aux partenaires nationaux, tout en renforçant la redevabilité collective autour de résultats mesurables et partagés. En 2025, l'UNCT entend accélérer cette dynamique à travers la mise en œuvre de nouveaux programmes conjoints autour des six transitions pour accélérer l'atteinte de l'UNSDCF et des ODD.

Une gouvernance structurée et inclusive

La mise en œuvre de l'UNSDCF repose sur un dispositif de gouvernance inclusif, aligné sur les principes du Pacte pour l'avenir, qui promeut la coopération, l'efficacité et l'inclusivité comme leviers clés de transformation. Ce dispositif est

animé par un Comité de pilotage co-présidé par le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale et le Coordonnateur résident du SNU. Réunissant les ministères sectoriels, les agences des Nations Unies, les partenaires techniques et financiers, les institutions financières internationales, la société civile, le secteur privé et les autorités locales, ce cadre assure une orientation stratégique concertée et aligne les interventions sur les priorités nationales.

La gouvernance de l'UNSDCF est appuyée par une coordination inter-agences renforcée, couvrant l'ensemble des volets programmatiques et opérationnels. Ces mécanismes garantissent la cohérence des actions, permettent le suivi conjoint des résultats et favorisent une collaboration thématique structurée entre les entités onusiennes. Pour répondre aux défis croissants en matière de financement et de partenariats, un Groupe de travail sur les partenariats et la mobilisation des ressources a été mis en place en 2024. Il vise à renforcer la coordination avec l'ensemble des parties prenantes, soutenir la mobilisation conjointe des ressources – notamment à travers l'élargissement de la base de donateurs et l'exploration de partenariats innovants – et accentuer les efforts de communication afin d'accroître la visibilité des résultats du SNU.

Des innovations pour l'efficience opérationnelle

Conformément aux axes d'ONU 2.0 sur l'agilité, l'innovation et la mutualisation, le SNU en RCA a continué de renforcer son efficacité et efficience opérationnelle. La mise en œuvre de la

Stratégie des opérations communes (BOS) 2.0 s'est poursuivie en 2024, avec des avancées notables dans la rationalisation des fonctions de soutien. La co-localisation de plusieurs agences a renforcé la synergie d'action tout en générant des économies sur les coûts de fonctionnement. Par ailleurs, les mécanismes d'approvisionnement groupé, la mutualisation des services de sécurité, des achats et de la logistique ont permis de réduire les délais, limiter les doublons et renforcer la cohérence du soutien opérationnel.

Un plaidoyer commun renforcé

En 2024, l'UNCT a renforcé sa communication collective en menant des campagnes coordonnées et des actions de plaidoyer conjointes, notamment lors de la Journée des Nations Unies et des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre. Cette démarche a consolidé la visibilité du SNU, en soulignant son rôle d'acteur uni, crédible et engagé auprès de la RCA et de ses populations. En 2025, année marquant le 80^e anniversaire de l'ONU, ces initiatives se poursuivront, visant à appuyer l'initiative ONU 80, accroître l'efficacité et la visibilité des actions du SNU, et affirmer la pertinence des valeurs onusiennes, plus que jamais nécessaires pour relever les défis mondiaux.

Renforcer la synergie humanitaire-développement-paix

En 2024, le SNU a enclenché une dynamique structurante autour de la collaboration entre les acteurs humanitaires, de développement et de la consolidation de la paix. Cette approche intégrée vise à renforcer la complémentarité des interventions dans les zones affectées par les crises chroniques.

Trois résultats collectifs prioritaires ont été validés à l'issue d'un processus inclusif :

- Solutions durables pour les déplacés internes et les rapatriés
- Réintégration des ex-combattants
- Soutien aux communautés affectées par les crises

Afin d'assurer leur appropriation nationale, ces priorités ont également été intégrées au PND. L'opérationnalisation de cette approche a débuté dès novembre 2024 à travers six thématiques de convergence : protection, sécurité alimentaire et nutritionnelle, santé, transhumance, réintégration communautaire des ex-combattants, et restauration de l'autorité de l'État.

Une première avancée significative a été réalisée dans le domaine de la protection avec des mécanismes mis en place entre les acteurs humanitaires (suivi des violations graves, notamment sexuelles) et les acteurs du développement (renforcement de la chaîne pénale). L'objectif est de briser les cycles d'impunité et de réduire la dépendance à l'aide humanitaire dans ce secteur. En 2025, cette approche sera consolidée par l'activation de la Task Force Nexus HDP et le lancement de réunions thématiques de coordination, pour ancrer durablement les synergies entre l'humanitaire, le développement et la paix.

Evaluations et leçons apprises



En 2024, l'apprentissage a constitué un volet central des activités de suivi-évaluation du SNU, permettant d'ajuster les interventions et de capitaliser sur les pratiques prometteuses. L'évaluation du portefeuille du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) sur la période 2019-2024 illustre cette logique d'apprentissage : elle a démontré que les investissements du PBF ont contribué au renforcement de la cohésion sociale et à la prévention des conflits, tout en jouant un rôle catalyseur dans la mobilisation de financements. Toutefois, des défis persistent en matière de durabilité, de couverture géographique et de retards liés au contexte sécuritaire et administratif.

Au-delà des constats sur l'insécurité, les fragilités institutionnelles ou les problèmes d'accès aux services de base, l'analyse stratégique du suivi-évaluation révèle des défis systémiques qui freinent l'impact collectif du SNU. Il s'agit notamment du déficit de synergie entre interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix ; de la faible intégration des enjeux transversaux tels que la transition écologique, la gouvernance numérique ou l'égalité de genre dans les chaînes de valeur locales ; et de l'alignement encore partiel entre les efforts au niveau local et les politiques publiques nationales. La faible appropriation communautaire des services sociaux, la transhumance, les dynamiques régionales et des pays limitrophes illustrent des aspects qui limitent la transformation structurelle attendue.

Et pourtant, certains signaux tracent des perspectives porteuses. L'implication croissante des autorités nationales, y compris aux niveaux

décentralisés, dans la planification et la mise en œuvre des initiatives du SNU, constitue un levier puissant pour la redevabilité mutuelle et la durabilité. De même, l'engagement des communautés dans la prévention des VBG ou dans les mécanismes de résilience économique laisse entrevoir un changement de posture, où les populations ne sont plus seulement bénéficiaires, mais actrices de solutions locales. La dynamique émergente autour des corridors économiques, l'appui à la réintégration socioéconomique des femmes associées aux groupes armés, ou encore la mise en place d'un nouveau fichier électoral inclusif, ne sont pas des résultats isolés : ils témoignent d'un repositionnement stratégique vers des solutions durables, ancrées localement et porteuses de transformation systémique.

Dans cette perspective, 2025 apparaît comme une année charnière. La finalisation d'outils structurants - comme le plan d'action pour l'emploi et la formation, ou la stratégie nationale de développement des PME - représente une opportunité pour traduire les apprentissages en réformes concrètes. La mobilisation accrue de ressources, notamment dans les secteurs de l'énergie renouvelable ou de l'aménagement du territoire, doit être consolidée par des partenariats stratégiques, au service d'une croissance plus inclusive et résiliente. Enfin, la réalisation du Recensement général de la population et de l'habitat viendra combler un vide en matière de données, permettant non seulement une meilleure planification, mais aussi un dialogue plus crédible avec les partenaires de développement.



©BCR RCA

À Bangui, les étudiants découvrent qu'une carrière à l'ONU est à leur portée

Le 26 avril 2024, l'amphithéâtre Alphonse Blagué de l'Université de Bangui a résonné de curiosité, d'ambition et d'espoir. Pour la première fois, une journée portes ouvertes sur les opportunités d'insertion professionnelle au sein du système des Nations Unies a réuni des centaines d'étudiants de l'université et d'instituts privés.

Organisée par l'équipe de gestion des opérations (OMT), cette initiative visait à briser les idées reçues et à donner aux jeunes Centrafricains des outils concrets pour intégrer le système onusien : comprendre les profils recherchés, maîtriser les plateformes de recrutement, et adapter leurs candidatures aux standards internationaux.

« Je pensais que l'ONU, c'était réservé à une élite ou à ceux qui ont étudié à l'étranger. Aujourd'hui,

j'ai compris que si on est bien préparé, on peut y arriver depuis ici », a confié une étudiante en droit.

Des sessions interactives ont permis aux participants de poser des questions sur les processus de recrutement, les stages, les programmes pour jeunes professionnels, et les compétences les plus valorisées. « J'ai appris comment structurer mon CV. Ce sont des détails que personne ne nous avait jamais expliqués à l'université », a partagé un jeune diplômé en gestion.

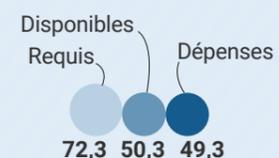
Au-delà de l'information technique, l'événement a motivé, rassuré, et inspiré. Plusieurs participants sont repartis avec la ferme intention de préparer leurs candidatures dans les semaines à venir.

Aperçu financier et mobilisation des ressources

Pilier 1
Promotion de la paix, de la sécurité, des droits humains et de l'État de droit

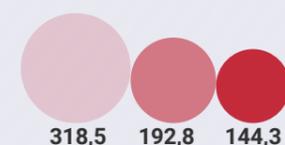
Millions de dollars

TOTAL



Pilier 2
Inclusion et accès équitable à des services sociaux de base de qualité

TOTAL



Pilier 3
Développement des compétences et croissance économique accélérée, inclusive et durable

TOTAL



Pilier 4
Durabilité environnementale et résilience face aux crises et aux effets du changement climatique

TOTAL



Grand total

Millions de dollars

Requis
471,5

Disponibles
312,7

Depenses
225,3

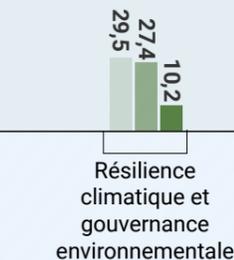
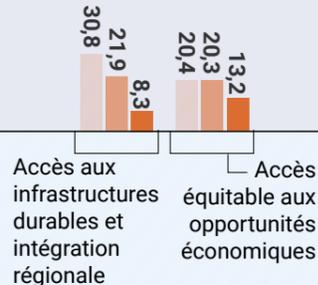
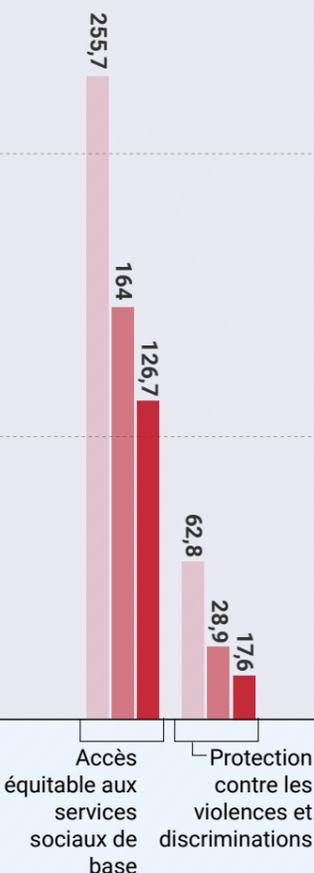
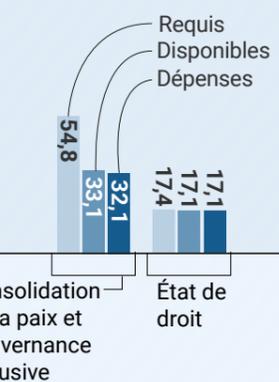
300

200

100

0

Millions de dollars



Résultats Stratégiques

Impact de la réorientation d'aide au développement en RCA

La RCA, dont les efforts de développement sont largement dépendants du soutien international, est particulièrement vulnérable aux dynamiques financières et politiques mondiales. Le récent déclin de l'aide publique au développement et la réorientation des priorités des partenaires clés, tels que les États-Unis, qui ont contribué à hauteur de 63 % de l'aide humanitaire en 2023 et représentent 35 % du budget de l'UNSDCF en 2024, soulignent l'urgence de diversifier les sources de financement.

Alors que le pays entame un nouveau cycle de développement avec son PND, il est important de maintenir un engagement politique constant, de renforcer le soutien international, d'explorer des partenariats innovants et de mobiliser les ressources domestiques. En 2025, le SNU restera engagé s'engage aux côtés de la RCA en poursuivant l'établissement de nouveaux partenariats stratégiques et de mécanismes de financement innovants.





Priorités de l'UNCT en 2025

En 2025, l'UNCT concentrera ses efforts sur des priorités stratégiques visant à consolider la paix, renforcer la résilience du pays et accélérer le développement durable. Ces priorités s'alignent sur le PND et les engagements globaux adaptés au contexte de la RCA, notamment l'initiative ONU 80, ONU 2.0, le Pacte pour l'avenir et le Pacte de financement.

1 Accompagnement des processus électoraux
En vue de la tenue des élections locales, législatives et présidentielle, l'UNCT continuera de placer l'appui au processus électoral au cœur de ses priorités. Il s'agira de soutenir les institutions nationales, notamment l'Autorité nationale des élections, tout en promouvant une participation inclusive de tous les citoyens, en particulier les femmes et les jeunes. L'organisation des élections crédibles constitue une étape décisive pour consolider la démocratie, conformément à l'esprit du Pacte pour l'avenir, renforcer l'État de droit, et jeter les bases d'un développement local qui ne laisse personne pour compte.

3 Elaboration et mise en œuvre des programmes conjoints
L'UNCT renforcera la cohérence et l'impact de ses actions à travers la mise en œuvre de programmes conjoints alignés sur les six transitions clés pour l'atteinte des ODD. Ces initiatives permettront de mutualiser les expertises, stimuler l'innovation et favoriser l'apprentissage croisé entre agences. Elles offriront également un appui plus intégré à la mise en œuvre du PND, à travers une planification conjointe renforcée au sein de Groupes de résultats de l'UNSDCF. Cette approche incarne pleinement la vision du « One UN » et s'inscrit dans les engagements du Pacte de financement en faveur de ressources flexibles, coordonnées et pluri-agences.

2 Mobilisation des partenariats et des financements
Face à des contraintes budgétaires croissantes, l'UNCT adoptera une posture stratégique en se positionnant comme un acteur clé pour accompagner le Gouvernement dans la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du PND. Avec un besoin de financement estimé à 12,8 milliards de dollars – dont 4,96 milliards pour son Plan d'action prioritaire (PAP) – l'enjeu est de renforcer la coordination et élargir la base de partenaires. Une stratégie proactive sera déployée, articulée autour de la diversification des partenariats, l'exploration de mécanismes de financement innovants, la promotion de la transparence et du suivi des résultats, une communication axée sur l'impact, ainsi qu'une veille stratégique des opportunités de financement. Dans cette dynamique, la création du Fonds Emai constitue un levier structurant.

4 Engagement actif avec le secteur privé
L'UNCT fera de l'engagement avec le secteur privé – local comme multinational – une priorité transversale, reconnaissant son rôle clé de catalyseur du développement durable. Ces partenariats stratégiques viseront à élargir l'espace fiscal, stimuler l'innovation, créer des emplois et améliorer l'accès aux services de base, notamment à travers des partenariats public-privé. En mobilisant des investissements privés en faveur des ODD, l'UNCT encouragera des solutions ancrées dans les réalités locales, tout en renforçant la mise en œuvre de l'UNSDCF dans une logique de durabilité, de résilience et de paix.

5 Promotion d'une approche intégrée humanitaire-développement-paix et des solutions durables
L'UNCT renforcera la mise en œuvre d'une approche intégrée, centrée sur les zones et thématiques de convergence, pour coordonner les efforts humanitaires, du développement, et de consolidation de la paix. Cette démarche vise à consolider les acquis et renforcer l'intégration entre l'UNCT et la MINUSCA. L'objectif est de permettre une transition progressive de l'aide humanitaire vers des programmes de relèvement et de développement durable, réduisant ainsi la dépendance à l'aide extérieure. Elle contribuera également à la mise en place de solutions durables en faveur des personnes déplacées et des communautés hôtes, à travers des approches intégrées et des programmes conjoints.

6 Innovation pour plus d'efficacité et d'impact
Dans un contexte marqué par des ressources limitées et des défis logistiques persistants en RCA, l'innovation organisationnelle constituera un levier clé d'amélioration en 2025. L'UNCT s'engage à optimiser l'utilisation de ses ressources humaines, financières et matérielles en repensant ses modes de fonctionnement selon les principes d'efficacité, de flexibilité et d'adaptabilité portés par l'initiative ONU 2.0. Cette dynamique visera à renforcer l'efficacité collective et à maximiser l'impact des interventions du SNU.

Vers un financement durable et intégré : création du Fonds Emai pour le développement en RCA

En 2024, le Gouvernement et l'UNCT ont amorcé la mise en place du Fonds pour le développement durable en RCA, le Fonds Emai – du mot sango qui signifie « nous progressons ». Ce mécanisme vise à accompagner la mise en œuvre du PND, en facilitant l'accès à des ressources plus prévisibles, flexibles et alignées sur les priorités nationales.

Le Fonds Emai repose sur trois piliers : il est ancré localement, offrant au Gouvernement et au Coordonnateur résident, avec l'UNCT, un levier pour répondre rapidement aux priorités émergentes ; il agit comme catalyseur de la collaboration humanitaire-développement-paix, facilitant une réponse intégrée et cohérente entre les piliers ; et il constitue un outil stratégique de coordination, favorisant le travail conjoint et réduisant la fragmentation de l'action des agences onusiennes. Ce Fonds contribuera ainsi à renforcer la complémentarité entre l'UNCT, la MINUSCA et les autres partenaires, tout en consolidant les acquis.

L'ambition est de mobiliser 120 millions de dollars d'ici 2027, soit 10 % des besoins de l'UNSDCF, conformément aux engagements du Pacte de financement. Des consultations approfondies avec les parties prenantes ont été menées en 2024, en vue d'un lancement officiel du Fonds lors de la table ronde du PND en juin 2025, en partenariat avec le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération et les partenaires techniques et financiers. Le Fonds Emai représente ainsi un instrument stratégique pour canaliser des ressources vers des initiatives à fort impact et au plus près des communautés.



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



RAPPORT ANNUEL 2024



*Scannez pour
en savoir plus*